

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM !

vendredi 13 novembre 1925

Sommaire :

Le péril noir

Le fascisme et les catholiques

Des conflits entre le droit naturel
et le droit positif

Le sens international

Défense de l'Occident

G. K. Chesterton

H. de Vries de Heekelingen

Abbé Jacques Leclercq

Comte Gonz. de Reynold

Henri Massis

Les idées et les faits : Chronique des idées : L'école unique, Mgr J. Schyrgens. —
Allemagne. — Etats-Unis. — Suisse. — Chine. — Pologne.

La Semaine

♦ Que conclure des élections provinciales? Sur les chiffres du 5 avril, les socialistes ont reculé, les catholiques et les libéraux ont avancé, les derniers proportionnellement plus que les premiers.

Mais?... 1° Les élections provinciales n'ont pas la portée générale d'élections législatives. Les influences régionales les informent davantage.

2° Les catholiques perdent la majorité dans une province.

Et nous croyons donc pouvoir conclure une fois de plus, que les institutions travaillent lentement mais sûrement contre nous, et que voilà une province nouvelle où applications des lois et règlements, impôts et subsides vont servir plus ou moins directement et

plus ou moins ouvertement l'œuvre de la déchristianisation...

♦ L'attentat contre Mussolini a montré tout ce que peut signifier un homme dans une situation. Si Mussolini disparaissait, l'Italie, sans doute, serait livrée à la guerre civile, car la réaction fasciste ne semble pas assez normalisée encore et les puissances de désordre s'essayeraient sûrement à tuer l'âme nouvelle infusée par le Duce à son pays.

On comprend donc les Te Deum des Italiens. Mais toute l'Europe doit désirer que la première réaction anti-libérale et anti-démocratie politique se stabilise et... s'étende!

Bruxelles : 11, Boulevard Bischoffsheim.

(Tél. : 220.50; Compte chèque postal : 489.16)

POUR LES PETITS

Du **16** novembre au **5** décembre

La

GRANDE MAISON de BLANC

Marché-aux-Poulets

Bruxelles

mettra en vente dans ses
galeries du 1^{er} étage
un grand choix de

JOUETS

vendus sans bénéfice

Voir nos étalages

Crédit Général Liégeois

SOCIÉTÉ ANONYME
 CAPITAL : 90,000,000 RÉSERVES : 26,000,000

SUCCURSALE DE BRUXELLES :

68, Rue Royale et 35, Rue des Colonies

BUREAUX

BRUXELLES-MARITIME, 30, Place Saintelette
 VILVORDE, Rue de Louvain

□ □ □

Ne conservez pas votre argent sans lui faire produire un intérêt, même si vous en prévoyez l'emploi dans un délai prochain. Placez-le à court terme au **ORÉDIT GÉNÉRAL LIÉGEOIS**, qui bonifie actuellement :

En compte de QUINZAINE (préavis de 3 jours) . . . 5.00 %
 En compte à UN MOIS (préavis de 3 jours avant le 15) 5.00 %
 En compte de SIX MOIS (au 15 ou au 20 du mois) . 5.25 %

Avec facilité de retrait anticipé :

1° Après le cinquième mois 5.20 %
 2° Après le quatrième mois 5.15 %
 3° Après le troisième mois 5.10 %
 4° Après le deuxième mois 5.05 %
 5° Après un mois 5.00 %

Ces placements temporaires, très avantageux, peuvent être faits par sommes rondes : 500 francs minimum et multiples de 500 fr

L'Italie La Côte d'Azur L'Algérie L'Egypte Croisières en Méditerranée

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

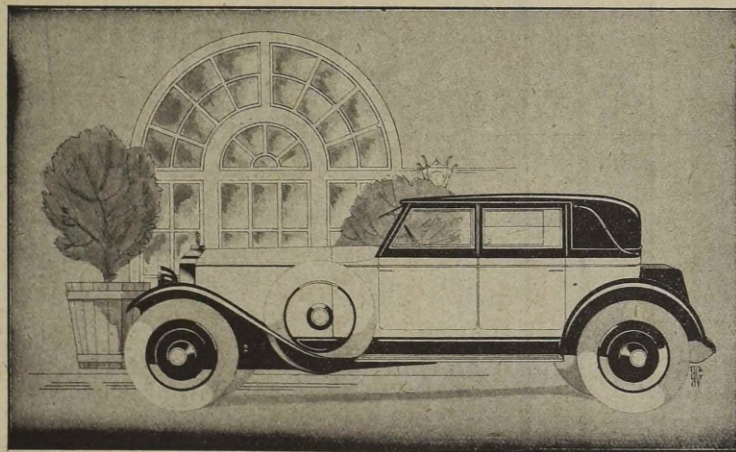
Billet valable pendant deux ans

Billets de chemin de fer pour tous pays
 Billets de navigation aux tarifs officiels
 Places réservées - Places de luxe

*Les meilleures combinaisons sont assurées
 et étudiées par notre département :*
 VOYAGES A FORFAIT

Renseignements et programmes types fournis gratuitement sur demande

LE GLOBE avenue Louise, 3
 BRUXELLES



CARROSSERIE

VAN DEN PLAS

Soc. An. Bruxelles Soc. An.

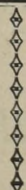
présente

sa nouvelle

Conduite Intérieure

SPORT

TAPIS



BATTAGE — NETTOYAGE — TEINTURE — DÉSINFECTION

J^N & J^H TOBY FRÈRES

DIRECTION ET USINE :

TÉLÉPHONE : 324.96

2-4-6, rue Louis Hap, ETTERBEEK-BRUXELLES

CHOCOLAT

**D
U
C**

CHOCOLAT



DU C ANVERS

La

**Grande
Marque
Belge**



Tailleur - Couturier

- Fourreur -

CHEMISES

CRAVATES

COLS

DUPAIX

TÉLÉPHONE 23116

CHAPRAUX

CANNES

PARAPLUIES

27, Rue du Fossé-aux-Loups, Bruxelles

DE BACKER-VAN CAMP

73, Rue Royale, 73, BRUXELLES

(En face de la Colonne du Congrès) — Téléph. 275.63



OBJETS D'ART — PORCELAINES

— CRISTAUX —

VERRERIES D'ART

de
LALIQUE



**CRÉDIT
ANVERSOIS**

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : Fr. 60,000,000

Réserves : Fr. 14,000,000

SIÈGE :

ANVERS : 42, Courte rue de l'Hôpital

BRUXELLES : 30, Avenue des Arts

175 SUCCURSALES ET AGENCES EN BELGIQUE

SIÈGE :

FILIALES :

à PARIS

20, rue de la Paix

à LUXEMBOURG

55, Boulevard Royal

BANQUE - CHANGE - BOURSE

Le péril noir

On entend encore les rumeurs et les échos grondants de la prétentieuse réponse de Mussolini à la prétentieuse provocation de M. Baldwin; et c'est vraiment un cas où les réflexions après coup, peuvent avoir leurs avantages. Malheureusement, il est nécessaire, entre autres choses, de réfléchir à propos d'une réflexion. Et la plupart des bavardages hésitants sur ce sujet, peuvent être difficilement classés sous ce nom. Néanmoins, il y a des aspects de cet incident, qui sont réellement intéressants. Ce qu'a dit M. Baldwin était exactement typique de ce que nous pouvons tirer de mieux de la meilleure espèce de politiciens que nous puissions tolérer. C'était vrai jusqu'à un certain point. C'était à peu près le maximum de vérité que l'on nous donne toujours; c'est-à-dire, c'était la moitié la plus évidente d'une demi-vérité. C'était le faux départ d'une incomplète pensée. Il est absolument vrai, parlant clairement, que l'Angleterre ne peut offrir aucune chance de réussite à un homme tel que Mussolini. Quelques sottes personnes, nous le supposons, ont dit à M. Baldwin, qu'il devait revêtir une chemise noire et s'appeler Mussolini; et il répondit: « L'Angleterre ne tolérera jamais un Dictateur. » Il est peut-être osé de parler de ce que l'Angleterre tolérerait, en considérant tout ce qu'elle doit tolérer sans un Dictateur. Mais il est vrai, jusqu'ici, que la Dictature ne cadre pas avec la tradition nationale, et qu'il y a quelque bon sens, au moins, à l'appeler anti-anglaise. C'est très bien, jusqu'ici. Mais quand un chroniqueur a dit la moitié populaire de la vérité, il ne lui est jamais permis de poursuivre et de dire toute la vérité. Il doit continuer et demander *pourquoi* la notion du Dictateur, si communément admise en Europe, n'a pas semblé naturelle en Angleterre. Ce n'est pas parce que nous, Anglais, sommes si forts et si sages, que nous n'ayons besoin de personne pour nous commander. Celui qui sait qu'il est fort et sage, prouve qu'il est faible et insensé, et cette explication est toujours fausse.

L'Angleterre n'a pas toléré de Dictateurs, parce que l'Angleterre a été une aristocratie. Aucune aristocratie ne peut tolérer un dictateur; un duel entre un dictateur et une aristocratie s'est déchainé partout dans l'histoire et a toujours été un duel à mort. Il y a eu toute espèce de dictateurs, mais tous ont attaqué l'aristocratie. Il y a eu des dictateurs, qui, à l'origine ont été des démagogues, comme Marius ou Mussolini. Des dictateurs sont devenus des empereurs, comme César et Napoléon. Il y en eut d'autres, se servant d'un pouvoir despotique au nom d'une monarchie héréditaire, comme Richelieu ou Strafford. Certains dictateurs furent, par hasard, des monarques héréditaires,

comme Louis XI ou Ivan le Terrible. Mais nous ne pouvons nous souvenir sur le moment d'un seul exemple d'un dictateur établi par une aristocratie stable, avec de tels pouvoirs de vie et de mort sur sa propre classe. La seule exception douteuse, que nous puissions citer est Sylla, qui était probablement un symbole et un instrument, dans un combat de rues, où l'aristocratie n'était jamais stable. Ce n'est pas une question de louange ou de blâme, mais une observation. Il y a beaucoup d'avantages dans une aristocratie; il y a beaucoup de désavantages dans la montée de la force individuelle. Mais l'une ne tolère jamais l'autre, même pendant dix minutes, si elle y peut échapper. Une aristocratie tend toujours à réduire au silence parmi ses propres serviteurs, un génie naturel, vraiment exceptionnel; ainsi les princes mercantiles puniques, dépréciaient Annibal et Wellington bafoua Nelson. C'est ce que nous exprimons précisément en disant en vérité. « L'Angleterre ne tolérera jamais un Dictateur. »

Et c'est ce que les gens de bonne foi qui, en Angleterre, parlent d'un Dictateur, doivent commencer à comprendre. Les hommes qui prennent Mussolini comme modèle, les hommes qui se servent du titre de Fasciste en politique anglaise, peuvent avoir raison; mais ils ne le peuvent de deux côtés à la fois. L'Angleterre est arrivée à une telle extrémité, et à une telle crise du change, qu'elle aura peut-être néanmoins un gouvernement dictatorial. Mais elle ne peut avoir un Dictateur et conserver une classe respectée et aisée à laquelle il ne lui sera pas permis de toucher. Elle ne peut avoir la sérénité et la sécurité qui vient d'une classe indiscutée et aussi tout le choc et le nettoyage résultant d'un *coup d'État*. Le Tory qui devient Fasciste doit en prendre son parti; il ne peut être un Révolutionnaire et rester un Conservateur. M. Baldwin a parlé en véritable conservateur. Il a dit la vérité sur le vieux monde des propriétaires campagnards et des grands marchands; et dans cette tradition nationale, il n'y avait ni manque de bonté, de solidité, ni de paix. Cette tradition peut-elle se conserver? pourrait bien être la question. Il est certain qu'elle ne peut être sauvegardée par un gouvernement dictatorial. Il est certain qu'elle doit être détruite par un gouvernement dictatorial. La raison d'être d'un Dictateur est de pouvoir supprimer une coutume, comme de pouvoir couper la tête d'un duc. Nous donnerons toute notre sympathie au Fasciste anglais, s'il en décide d'une façon, parce qu'il est Fasciste, et d'une autre, parce qu'il est Anglais. Mais il ne nous a jamais convaincu qu'il envisageait le fait d'après le choix. Maintenant nous pouvons vraiment dire qu'aucun journal d'opinion n'a autant de sympathie, ici, pour la tradition latine que le nôtre. Nous sommes Pro-Français, dans un sens très différent du favoritisme commode qui a poussé les

propriétaires de journaux à apparaître ici et là du bon côté pour la mauvaise raison. Il n'y a rien de sérieux ni de calculé dans cette sorte de sympathie pour la France, apparaissant pour une saison dans la presse quotidienne; et dans la presse hebdomadaire et dans la classe de journaux semblables au nôtre, il n'y a, pour ainsi dire, aucune propagande Pro-Française. Nous sommes Pro-Italiens, en ce sens, que nous pensons comprendre un grand nombre de Fascistes et d'autres opérations que cependant leurs admirateurs anglais ne comprendraient pas et probablement désavoueraient. Les émeutes latines ne nous effraient pas, car nous savons qu'elles sont souvent des résurrections. La révolution ne nous fait pas horreur, parce que nous savons que son autre nom est renaissance. Nous avons de la sympathie pour ce qui est appelé militarisme, par les uns, et anarchie, par les autres.

Nous savons que la vengeance latine est une sorte de justice sauvage. Nous savons, aussi, hélas! que notre propre justice est très souvent une sorte de vengeance incolore. En un mot, nous ne pensons pas que tous les réactionnaires méridionaux sont des comtes étrangers méchants comme Fosco, ou que tous les révolutionnaires méridionaux sont des joueurs d'orgues possédés du diable. En somme, nous n'avons pas le bon sens commun, sain et britannique dans ces matières. Nous pensons que nous comprenons les fascistes et sympathisons même avec eux, bien plus que les fascistes anglais eux-mêmes. Nous pensons que nous nous trouverons en communauté d'esprit avec un révolutionnaire rouge ou une vendetta, plus que M. George Lansbury lui-même. Et de ce point de vue élevé, car nous osons l'appeler un point de vue élevé, nous osons donner aux réactionnaires anglais un avertissement, ou du moins prions instamment de marquer un temps d'arrêt.

Considérant tout ceci, et comprenant tout cela, nous avertissons sérieusement les Anglais de s'arrêter, et de réfléchir avant de rejeter la tradition de la tolérance, le bel humour et le génie de l'Angleterre. Il est si facile de perdre toutes les vertus que nous comprenons pour nous vanter de toutes les vertus que nous ne comprenons pas, et que probablement même nous ne possédons pas. Il est tellement facile de tout perdre en voulant faire d'un bon Anglais un mauvais Italien. Il est malheureusement vraisemblable, que le bulldog britannique perdra son os (avec encore beaucoup de chair autour), l'os qui n'est pas seulement un os de discorde, mais un os de bonne volonté, dans l'effort d'agripper une ombre dans le lac italien. Nous désirons tous la liberté anglaise par instinct, en somme; et il n'y a pas tant de choses bonnes pour lesquelles les hommes peuvent suivre leurs instincts. L'effort conscient et même pénible avec lequel, même à présent, les forces réactionnaires, elles-mêmes, agissent envers la répression, est la preuve qu'elles n'agissent pas encore maintenant suivant leur nature propre.

Il était entendu, suivant le compromis anglais, que le riche devait gouverner, sans avoir l'air de gouverner; et certainement ne jamais être dérégulé. Nous pensons absolument qu'il y a matière à un doute sérieux, que nous le voulions ou non, qu'un changement de politique dans ce pays puisse être fondé sur le modèle latin. Nous ne disons pas que cela ne serait jamais; ou que dans de certaines

conditions et après certaines considérations, cela n'aura pas lieu un jour. Si un homme pense qu'il comprend réellement le Fascisme, et par-dessus tout, les fautes et les dangers du Fascisme, laissez-le aller vers lui, envisageant ces dangers et ces fautes. Mais ne le laissez pas aller vers ceci avec la croyance que ceci signifie la continuité du bon caractère et des bonnes manières de l'aristocratie anglaise.

Nous l'en avertissons, non pas comme nous dirions à un homme de ne pas tomber dans un péché, mais comme nous le préviendrions de craindre une guerre ou un mariage. Nous disons qu'une révolution, un fait aussi anormal et aussi brutal, ne doit être envisagé par personne sans réflexion, légèrement, ou de gaieté de cœur, mais discrètement, sobrement, respectueusement et dans la crainte de Dieu.

Mais si, ceci étant réalisé, il est prêt pour le sacrifice, alors, au nom de Dieu, laissez-le aller la tête haute. Laissez-le sonner les trompettes et brandir les épées, ainsi que le font les Chemises noires d'Italie. Mais laissez-le aller où elles sont allées et combatte ce qu'elles ont combattu. Elles n'ont pas seulement attaqué quelques sots « faddists » dans les coins, ou établi une avant-garde dans Fleet Street. Elles ont renversé le Sénat de leur pays; elles ont fait démissionner les Présidents de leurs Parlements; elles ont cassé des lois existantes et renversé des magistrats; elles ont enlevé de leurs sièges les puissants. On peut penser qu'elles n'ont pas soutenu les humbles; quoique même sur cela il y ait plus à dire que bien des Anglais ne sauraient comprendre, ils auraient beaucoup à apprendre du Parti Populaire en Italie.

Elles ont réalisé le fait fondamental de toutes les politiques modernes; et c'est exactement ce que la plupart de nos propres réactionnaires semblent ignorer. Elles ont réalisé que la trahison est *au-dessus* de nous et non au-dessous; et que ceux qui fouillent seulement en bas pour la trouver, dans des trous et des cabanes laissent la trahison en haut sur son trône, le tyran de l'heure moderne.

Il nous semble, en somme, que le processus dans ce pays sera un peu différent. Il y aurait eu un grand nettoyage dans le Parlement si l'agitation contre le cas Marconi avait réussi, comme il y aurait eu un nettoyage semblable à Paris si l'agitation contre le cas Panama avait réussi.

Mais, si tous ceux qui méprisent nos politiciens, c'est-à-dire si tous les honnêtes gens avaient décidé en ce moment de renverser le Parlementarisme, comme Mussolini a renversé le Parlement (aussi violemment que Guy Fawkes aurait renversé le Parlement) il est très douteux que les honnêtes gens, à ce moment, fussent toutes d'accord sur ce qu'il aurait été exactement opportun de faire ensuite. Mussolini avait un plan positif de gouvernement, et, à certains égards, tout à fait populaire. Mais Mussolini vivait dans un pays où la tradition des républiques médiévales avait préservé la complète destruction des citoyens par le capitalisme. La seule chose à faire, en ce moment, est d'essayer de susciter un véritable mouvement pour la distribution raisonnée et raisonnable du capital; de sorte que, lorsque la lutte viendra, soit par le communisme, ou la corruption ou plus vraisemblablement par les deux, nous ayons quelque chose de digne à défendre.

Le Fascisme, renaissance du peuple italien

II

LE FASCISME ET LES CATHOLIQUES (*)

L'œuvre de Mussolini est essentiellement antimoderne et antirévolutionnaire.

Anti-moderne, parce qu'elle s'attaque à tous les dieux que notre siècle a adorés; antirévolutionnaire, parce qu'elle combat toutes les révolutions à la fois : la révolution religieuse du XVI^e siècle, la révolution politique du XVIII^e et la révolution sociale du XIX^e siècle.

Dans son premier discours à la Chambre, Mussolini définissait ainsi les principes directeurs de sa politique : « J'affirme ici que la tradition latine et impériale de Rome est maintenant représentée par le catholicisme. Si, comme disait Mommsen il y a vingt-cinq ou trente ans, on ne reste pas à Rome sans une idée universelle, je pense et affirme que l'unique idée universelle qui existe aujourd'hui à Rome est celle qui rayonne du Vatican. Je suis inquiet quand je vois qu'il se forme des églises nationales, parce que je pense qu'il y a des millions et des millions d'hommes à ne pas regarder du côté de l'Italie et de Rome. C'est la raison qui me fait avancer cette hypothèse; je pense même que, si le Vatican renonce définitivement à son pouvoir temporel — et il semble qu'il s'engage dans cette voie — l'Italie profane et laïque devrait assurer au Vatican les secours matériels, les facilités et tout ce qu'une puissance profane a à sa disposition, car le développement du catholicisme dans le monde, la masse des 400 millions d'hommes qui, de toutes les parties du monde, regardent vers Rome, constituent un objet d'intérêt et d'orgueil aussi pour nous, qu'il y a des Italiens. » (1)

Gentile désire d'ailleurs, autant que Mussolini, renforcer ce sentiment religieux et la foi catholique du peuple italien. Écoutez ses affirmations à la première réunion du nouveau Conseil supérieur de l'Instruction publique, en novembre 1923 : « Un État qui ne s'intéresse pas à la religion n'est pas un État; ce n'est pas cet État-là que veut être l'État italien d'aujourd'hui. Qu'on ne se dise point, comme l'on dit : de la religion, oui, mais pas une religion donnée. Ce serait dire : de la poésie, oui, mais pas de Dante, ou d'Homère, ou de Shakespeare, ou encore d'autres poètes. La poésie est toujours une poésie. De même la religion. Et en Italie, si l'État est la conscience en action de la nation, la conscience de l'avenir en fonction du passé, s'il est conscience historique, il est la conscience religieuse catholique, même pour quiconque croit que la forme catholique a besoin, comme tout ce qui vit dans l'esprit, d'être revécue, donc élaborée, élevée, sublimée par un esprit toujours éveillé, toujours disposé à la critique et au perfectionnement de son propre contenu... L'Italien est toujours resté catholique dans ses spéculations philosophiques et dans toutes ses inspirations artistiques, et il a constamment opposé une résistance invincible à toute tentative de pénétration protestante. »

Que l'on me pardonne ces deux citations par trop longues. Elles exposent avec une netteté absolue l'attitude des chefs du fascisme à l'égard de l'Église. Quand on voit les anticléricaux sacrifier les intérêts de leur patrie à leur haine féroce et stupide de l'Église, on est heureux de voir Mussolini écrire que « le fascisme ne s'est point proposé d'exiler Dieu du ciel et la religion de la terre, comme prétendent le faire stupidement certains matérialistes. Il ne considère

pas la religion comme une invention des curés, ou un truc des puissants pour asservir le peuple à leurs fins. » On est heureux de constater alors que Mussolini, avec sa franchise et son courage coutumiers, que Gentile, avec sa subtilité de lettré et de philosophe, annoncent *urbi et orbi* qu'ils entendent protéger l'Église catholique. Le fascisme entre donc en lutte ouverte avec la révolution du XVI^e siècle, qui domine aujourd'hui le monde. Il protège ainsi la civilisation latine, essentiellement catholique dans ses origines et dans son développement, plus encore, il identifie sa cause avec celle du catholicisme.

Toutes les décisions que le gouvernement fasciste a déjà prises en faveur de l'Église ou des principes catholiques, ne sont donc pas des faits isolés, comme d'un certain côté on veut bien nous l'affirmer; elles n'ont pas été déterminées par des motifs d'opportunité, comme d'autres l'insinuent, mais elles sont les conséquences des principes arrêtés dès le commencement. Il ne pouvait en être autrement, car les intérêts des catholiques et des fascistes se confondent en grande partie. De ce fait, ceux-là ont obtenu sous le gouvernement de ceux-ci beaucoup plus que, jamais, ils n'auraient osé espérer. Les Italiens étaient, il y a cinq ans, bien loin d'entrevoir la possibilité d'un gouvernement tenant compte des intérêts de l'Église, et l'on s'étonne qu'il soit possible que le parti populaire réunisse encore toujours des catholiques, tellement imbus des anciennes idées sur le parlementarisme, la démocratie, la liberté, qu'ils ne se rendent pas compte de l'intérêt qu'il y a pour eux à se ranger sous la bannière fasciste, à y fortifier l'élément religieux et croyant et à témoigner ainsi à Mussolini leur gratitude pour tout ce qu'il a fait jusqu'ici en faveur du catholicisme.

Que demandait, en effet, le programme populaire avant l'ère fasciste?

Les populaires demandaient le rétablissement de l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles. C'est le gouvernement fasciste qui l'a rétabli.

Les populaires demandaient le bénéfice de l'examen d'État pour l'enseignement catholique secondaire. C'est le gouvernement fasciste, qui l'a accordé, non seulement pour l'enseignement secondaire, mais aussi pour l'enseignement supérieur et pour les universités catholiques.

Les populaires demandaient la réintroduction du crucifix dans les écoles. C'est le gouvernement fasciste qui l'a réintroduit dans les écoles, dans les tribunaux et même dans l'enceinte du Parlement.

Les populaires demandaient qu'on écarte le danger d'une législation favorable au divorce. C'est le gouvernement fasciste qui a écarté ce danger en proclamant la nécessité sociale de l'indissolubilité du mariage.

Les populaires demandaient l'augmentation des revenus dérisoires du clergé. C'est le gouvernement fasciste qui a doublé les émoluments des prêtres et qui a fait davantage. Tandis qu'ailleurs le clergé est réduit à la misère, le gouvernement fasciste a étendu cette mesure, sans en être prié, à beaucoup de religieux et de religieuses.

Les populaires demandaient l'abolition de l'*Exequatur* et du *Placet*. C'est le gouvernement fasciste qui a déjà pris ses dispositions pour les abolir.

Les populaires demandaient l'attribution de la personnalité juridique aux couvents et aux congrégations. C'est le gouvernement fasciste qui est prêt à l'attribuer.

Les populaires demandaient l'attribution de la personnalité civile aux corporations religieuses. Cela aussi, le gouvernement fasciste est prêt à l'accorder.

Les populaires demandaient de libérer les séminaristes du service militaire. C'est le gouvernement fasciste qui les a libérés.

Les populaires demandaient la reconnaissance par le gouvernement des fêtes religieuses. C'est le gouvernement fasciste qui les

(*) Voir *La revue catholique des idées et des faits*, du 30 octobre 1925.

(1) Cité d'après Prezzolini. *Le Fascisme*, pp. 210-11, auquel j'emprunte aussi la citation de M. Gentile.

a reconnues presque intégralement. Encore tout récemment, Mussolini a fait déclarer fête nationale le 4 octobre 1926, septième centenaire de la mort de saint François d'Assise, prouvant ainsi que l'époque est passée où le fait d'être un saint de l'église catholique était un obstacle pour être une des gloires de sa patrie.

Les populaires demandaient l'interdiction de la propagande maçonnique, de la propagande immorale, irreligieuse, antipatriotique. C'est le gouvernement fasciste qui l'a interdit en limitant la liberté de la presse. Et... les populaires protestent!

Les populaires protestent et ils ne sont pas seuls à protester. Avec les autres partis de l'opposition, ils forment même un merveilleux arc-en-ciel de couleurs politiques. Les plus forts dans cette opposition sont les socialistes et leurs frères, les communistes et les bolcheviks, tous des matérialistes, des mécréants, des athées. Viennent ensuite par ordre d'importance numérique les populaires eux-mêmes. Ensuite les républicains, peu nombreux, mais remuants, tous les incrédules. Finalement, il y a encore les libéraux, tous des voltairiens et des francs-maçons (1).

Tous ces oiseaux de divers plumages protestent contre la limitation de la liberté de la presse. Des libéraux, des socialistes, des communistes, cela se comprend. Mais des populaires? Comment s'expliquer leur manière d'agir et de penser. Un rapprochement entre l'Eglise et l'Etat devrait quand même se présenter à leur esprit. De même que l'Eglise a le devoir de veiller sur l'âme de ses enfants, l'Etat a celui de défendre ses citoyens contre l'immoralité, contre l'irreligion et contre les menées subversives. Des appels à tout cela ont été imprimés au nom de cette sainte liberté invoquée par les populaires. Au lieu de protester, ils auraient dû être les premiers à soutenir Mussolini lorsqu'il osait s'attaquer au « principe immortel » de la liberté de la presse. Après tout ce que nous venons de dire, faut-il encore demander s'il en a le droit, s'il a eu raison en agissant ainsi? Tout dernièrement *l'Asino*, une des feuilles les plus anticléricales et les plus immorales, qui étalait partout ses immondices, vient de répondre à notre place. *l'Asino* a cessé de paraître et a annoncé cette décision dans son dernier numéro en donnant comme motif « qu'actuellement les mesures gouvernementales et l'état d'esprit régnant dans le pays entier rendent impossible la publication d'une revue amusante et libre ». Peut-on imaginer un meilleur éloge dans la bouche d'un adversaire?

On est en droit de se demander si les populaires ont bien réfléchi sur ce qui arriverait si l'opposition multicolore réussissait à renverser Mussolini. Ce serait, sans doute, le parti le plus fort, les socialistes avec leurs acolytes, qui prendrait en mains les rênes du pouvoir. Quelques portefeuilles iraient peut-être aux populaires, mais une fois la résistance saine et vigoureuse de la jeunesse fasciste brisée, les partis de gauche ne manqueraient pas de se débarrasser des populaires. A la place de Mussolini, qui, lors de la cérémonie du soldat inconnu, prit part, avec son cabinet, au service religieux en s'agenouillant aux yeux du peuple de Rome, il y aurait alors M. Turati, l'athée. Celui qui a remis la croix sur la Capitole et au Colisée, serait remplacé par un ennemi de la croix et du Crucifié avec l'aide des populaires! Quelle contradiction!

Cette contradiction s'est d'ailleurs révélée dans le parti populaire dès ses origines. D'une part, il se présentait comme conservateur, mais d'autre part, il se servait de moyens de lutte en violent contraste avec les idées conservatrices. Certes, il faisait appel aux valeurs idéales pour combattre le socialisme, mais il le combattait aussi par la concurrence et par la surenchère. Les populaires perdirent ainsi bientôt une bonne partie de leur prestige, tantôt à droite, tantôt à gauche, et montraient, bien vite après leur naissance, des signes d'une sénilité précoce.

(1) J'emprunte cette énumération, ainsi que la plupart des points du programme populaire, aux lettres sur la religion et le fascisme que Mgr Faloci Pulignani vient de publier.

Déjà au premier congrès du parti populaire, en 1920, les divergences de vue extrêmement graves se firent jour. Le député Maglioli, en vrai bolchevik, demandait l'expropriation de la terre, sans aucune indemnité aux propriétaires. D'autres populaires proposaient des mesures moins extrêmes et d'autres encore ne voulaient d'aucune expropriation. On trouva alors un moyen terme; mais une année plus tard, le glissement à gauche avait fait des progrès si grands et si rapides que le parti ne refusait plus en principe une collaboration avec les socialistes. Encore une année plus tard, les populaires étaient tombés déjà si bas qu'ils devaient entendre de la bouche de M. Facta le reproche « d'avoir poussé les classes ouvrières à la pratique de la violence ». Un parti qui, d'après sa doctrine, devait être conservateur et qui, après une existence de quelques années, se trouvait de plus en plus orienté à gauche, ne pouvait exercer une influence décisive sur les événements lorsque le fascisme soulevait l'enthousiasme italien. Par sa composition hétéroclite, le parti populaire était acculé à des faux-fuyants qui révélaient une absence de foi courageuse et ardente dans la partie spirituelle du programme fasciste. Il est facile de comprendre alors la répugnance de plusieurs d'entre eux, qui quittèrent le parti en 1923. Ils exposèrent, à cette occasion, les raisons pour lesquelles les catholiques avaient le devoir de soutenir le gouvernement fasciste. De leur proclamation, signée des meilleurs noms catholiques de la Ville Eternelle, j'extrai quelques lignes : « Notre adhésion est déterminée par le fait que le fascisme, par le moyen du gouvernement national, l'unique expression autorisée de ce mouvement, reconnaît ouvertement et tient en honneur les valeurs religieuses et sociales, qui constituent la base de tout régime politique sain, en professant contre l'idéologie démocratique et sectaire les principes de discipline et d'ordre hiérarchique dans l'Etat, en harmonie avec les doctrines religieuses et sociales affirmées toujours par l'Eglise. Le devoir politique des catholiques italiens est donc de pousser à l'orientation nouvelle de toutes les meilleures énergies nationales, tendant avec promptitude à la grandeur spirituelle et politique et à la reconstruction économique de la patrie ».

En méditant sur tout ce qui se passe en Italie, les populaires devront se rendre compte, me semble-t-il, qu'ils sont en train de lâcher la proie pour l'ombre. Qui sait si l'avenir ne nous réserve pas la satisfaction de voir un rapprochement entre le fascisme et les populaires, actuellement dans l'opposition. Ce serait pour le plus grand bien de l'Italie entière, mais, avant tout, du parti populaire lui-même.

H. DE VRIES DE HEKELINGEN,
professeur à l'Université catholique de Nimègue.

ERRATUM. — Par suite d'une erreur des typographes, quelques lignes du premier article ont été omises. Nous rétablissons comme suit :

Page 6, ligne 19 d'en bas dit : « C'était un jeu de balance; l'hésitation, le marchandage. Il amenait » etc.

Il faudrait lire : « C'était un jeu de balance; l'hésitation, le marchandage, l'instabilité installés là où il devait y avoir la fermeté, l'honnêteté et, avant tout, la continuité et la stabilité. La démocratie parlementaire y amenait » etc.

Un prochain numéro sera consacré à la querelle Maurras. D'indiscutables autorités établiront dans quelle mesure les catholiques peuvent se mettre à l'école politique de Charles Maurras et souligneront les grands services que cet écrivain a rendus à l'Eglise catholique et à la cause de l'Ordre et de l'Autorité, quelles que soient les lacunes d'une doctrine forcément incomplète puisque pas catholique « par le dedans »

Salle de l'UNION COLONIALE, 34, rue de Stassart, BRUXELLES

LES GRANDES CONFÉRENCES CATHOLIQUES

SOUS LES AUSPICES DE

SON EMINENCE LE CARDINAL MERCIER

SEPTIÈME ANNÉE

Prendront la parole cet hiver à la tribune des Grandes Conférences Catholiques :

MONSEIGNEUR SEIPEL, ex-chancelier d'Autriche (en février),
M. PAUL CLAUDEL, ambassadeur de France (1^{er} décembre),
COMTE DE SAINT-AULAIRE, ambassadeur de France (2 mars),
M. CHARLES BENOIST, de l'Institut, ambassadeur de France (22 décembre),
SA GRANDEUR MONSEIGNEUR GRENTE, évêque du Mans (23 février),
LE RÉVÉREND PÈRE SANSON, prédicateur de Notre Dame (29 décembre),
M. L'ABBÉ BERGEY, député de la Gironde (en janvier),
MADAME DUSSANE, sociétaire de la Comédie-Française (14 décembre),
M. LÉON DAUDET (27 janvier),
M. LOUIS MADELIN, député des Vosges (4 janvier),
MARQUIS MARIE DE ROUX, bâtonnier de Poitiers (12 janvier),
M. RENÉ BENJAMIN (19 janvier),
M. ANDRÉ BELLESSERT (17 novembre),
M. JACQUES COPEAU, fondateur du Théâtre du Vieux-Colombier (16 février),
M. FRÉDÉRIC LEFÈVRE (25 novembre),
M. ANTOINE RÉDIER (8 décembre).

La première conférence sera donnée le MARDI 17 NOVEMBRE, à 5 heures, par M. ANDRÉ BELLESSERT
SUJET : *Un moment de la futilité française, la cour de Napoléon III à Compiègne.*

Prix de l'abonnement à la série des seize conférences : 95 frs. et 75 frs.

La location des places se fera, comme l'année dernière, par les soins de la Maison LAUWERYNS, 36, TREURENBERG, tous les jours (dimanches et fêtes exceptés), de 9 1/2 à 12 heures et de 2 1/2 à 5 heures.

Les Conférences paraîtront dans LA REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS

Secrétariat des conférences : à LA REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS
11, BOULEVARD BISCHOFFSHEIM. TÉL. : 220.50

Des conflits entre le droit naturel et le droit positif

I

Les « Lois intangibles ».

Comme à toutes les époques de crise violente, notre temps mêle à haute dose le comique au tragique. On a plus d'une fois regretté que l'épopée de la grande guerre n'ait pas trouvé son Homère; à défaut d'Homère, n'aurons-nous pas d'Aristophane qui burine pour l'éternité nos mœurs politiques? Ou un Shakspeare qui prenne le tragique et le comique ensemble, comme ils sont?

Ces réflexions me sont suggérées par une enquête très sérieuse entreprise par la *Ligue des droits du Religieux ancien combattant* de France au sujet du devoir d'obéissance aux lois, des limites de ce devoir, du droit de révolte légitime et du droit de demander la réforme des lois mauvaises ou inopportunes. Cette enquête est hautement symptomatique d'un état d'esprit nouveau, le même qui fait qu'un peu partout les juristes se remettent à parler du droit naturel qu'on croyait mort, il y a vingt ans, qui explique les protestations émouvantes des catholiques français contre les lois persécutrices qu'on veut remettre en vigueur, et qui a provoqué précisément la formation de cette *Ligue des droits du Religieux ancien combattant*.

Les catholiques français désirent, en s'engageant dans une opposition active contre leur gouvernement, préciser doctrinalement jusqu'où ils peuvent aller et à partir de quel moment ils auraient le droit, le cas échéant, de sortir de la légalité. Assistons-nous à la préparation philosophique d'une révolution? Je ne sais, mais en tous cas, en nos temps de trouble général, ce souci de précision et de vérité est impressionnant, ainsi que le mélange de hardiesse et de prudence dont elle témoigne, et que les conséquences possibles d'une pareille enquête adressée, dit la circulaire « à plus de cent journaux et revues ».

I

L'opposition du droit naturel et du droit positif peut se décomposer en deux temps, le mode bénin et le mode violent.

Le mode bénin, c'est la note comique à laquelle je faisais allusion en commençant. Il est représenté par la question des « lois intangibles ».

Les « lois intangibles » c'est du vaudeville politique. On connaît l'histoire : répétons-la tout de même, ne fut-ce que pour rire un instant.

Il y a donc en France une école politique qui s'est attachée depuis cent cinquante ans à déchristianiser le pays. Depuis une cinquantaine d'années, allant plus loin, sous l'influence combinée de l'esprit positiviste et du libéralisme, elle s'est attaquée à toutes les traditions, à l'idée de Dieu en premier lieu, à toute réalité supérieure quelconque, morale, juridique, sociale. Rien n'a été à l'abri de ses coups. Des lois successives aggravées par la pratique administrative, ont sapé la famille, l'armée, la justice, l'enseignement moyen, les éléments de stabilité, de sécurité, de progrès d'une société. Cet ensemble de mesures converge autour de la politique religieuse, ou plus exactement antireligieuse, — politique laïque; et ce dernier mot signifie exclusion de toute religion, et spécialement de la religion catholique, de la vie publique. La France doit vivre comme si la religion n'existait pas. S'il y a encore des catholiques, l'État n'a pas à s'en occuper : question privée à traiter derrière les murs de la vie privée.

Mais les catholiques ne peuvent s'empêcher de suivre leur conscience catholique dans la rue, de vivre en catholique partout. Beaucoup de leurs actes publics sont inspirés de leur foi, — à commencer par la vie entière des prêtres et des religieux. D'où conflit inévitable et lois persécutrices.

Ces lois forment dans leur ensemble ce qu'on appelle les lois laïques : loi sur le divorce, sur les associations religieuses, sur la séparation de l'Église et de l'État, sur l'enseignement, etc. Et voici maintenant où commence le vaudeville : ces mêmes hommes

qui s'exclament quand on leur parle de droit naturel, qui se sont acharnés à convaincre la France par l'enseignement qu'ils ont organisé, que rien ne reste comme il est, qu'il n'y a dans le monde nulle chose stable, que tout est évolution, changement, qu'il n'y a pas d'absolu, que tout est relatif, — ces mêmes hommes proclament les lois laïques « intangibles » et font de cela le pivot de la politique française.

« Intangibles » parce que les lois laïques expriment le credo républicain, et que les ennemis des lois laïques sont donc des ennemis de la République. L'intangibilité des lois laïques est le corollaire de l'intangibilité de la République, qui, elle aussi, par un miracle inexplicable chez des hommes qui nient la possibilité du miracle, échappe à cette loi d'évolution que subissent toutes choses, cesse d'être un régime dû à certaines circonstances historiques et destiné à passer avec elles: La République emprunte à la foi de ses fidèles la majesté et l'immuabilité de l'absolu.

Remarquez d'ailleurs que la caractéristique de cette République n'est pas d'être... *républicaine*, mais d'être anticléricale. On pourrait concevoir une république catholique. Mais quand des catholiques, tout en admettant le régime, prétendent demander la révision des lois laïques, on ne les accuse pas simplement de « cléricalisme », ce qui serait compréhensible, on les accuse d'être antirépublicains, de vouloir détruire le régime par sa base.

« Lois intangibles » et « constitution républicaine » se rattachent aux « grands principes » de 1789 dont on ne parle plus beaucoup depuis que l'attention est absorbée par la bataille autour des lois laïques, mais qui restent à l'arrière-plan, inspirateurs de toute la politique depuis l'aube des temps contemporains. Inutile de dire qu'eux aussi sont intangibles.

II

En Belgique, nous avons depuis quelques mois notre question de « lois intangibles ». à l'instar de Paris!

Il serait plus exact de dire: question de « Constitution intangible. » Ce n'est pas une grande bataille comme celle des lois laïques; je l'assimilerais plutôt à la tempête qui pourrait se produire dans un de ces bols où l'on se rafraîchit les doigts après dîner. Mais l'histoire en est également amusante et j'ai tant de plaisir à la conter que je ne puis croire que le lecteur y reste indifférent.

La violente secousse que la dernière guerre a imprimée à toutes choses, produit, on le sait, dans le monde, une effervescence générale qui ne semble pas près de se calmer. Tout s'agite. La vie matérielle est incertaine, et, comme toujours, cette incertitude amène en l'homme un renouveau de préoccupations idéalistes parallèle à une appétit plus grande des appétits. Alors qu'à certains égards, il semble qu'on ne s'occupe plus que de gagner de l'argent, on assiste à des mouvements religieux d'une ampleur que le monde semble n'avoir jamais connu; les préoccupations philosophiques, le désir de connaître le pourquoi des choses hantent beaucoup d'esprits; on ne se contente plus de vivre au jour le jour d'après des traditions qu'on ne discute pas; on éprouve le souci de vérifier les traditions.

Notre jeunesse catholique est à cet égard bien plus sympathique que celle de l'avant-guerre. On ne compte plus les jeunes gens qui sacrifient des après-midi et des soirées à suivre des cours de philosophie et de religion, et cette préoccupation de donner à leur action une base doctrinale, passant des questions théoriques aux questions pratiques, s'y traduit par une véritable soif de doctrine politique et sociale.

D'autre part, un peu partout, on a l'impression que les gouvernements constitués d'après les recettes de l'avant-guerre ne sont pas à la hauteur de leur tâche actuelle, que les nations s'en vont à la dérive. Et comme la gravité des circonstances, les crises de toutes espèces issues de la guerre, rendent cette politique particulièrement dangereuse, beaucoup de nos jeunes gens s'intéressent vivement à cet aspect des questions politiques que l'on pourrait appeler la *technique politique*, c'est-à-dire le problème de l'organisation du gouvernement en vue de le rendre capable de mener à bien sa tâche qui est de gouverner.

Naturellement, en Belgique, ces études amènent directement à la critique de notre Constitution. On sait que la Constitution date de 1830, qu'elle a été rédigée sous l'empire des idées libérales et d'une méfiance profonde vis-à-vis de la monarchie, méfiance justifiée à cette époque par les expériences douloureuses du demi-siècle précédent. La Constitution a été, depuis, plusieurs fois modifiée; elle prévoit d'ailleurs elle-même sa révision et en fixe la procédure.

Mais nos jeunes gens d'aujourd'hui ne se bornent pas à examiner l'éventualité de réviser l'un ou l'autre article de la Constitution. Avec la préoccupation doctrinale qui leur est propre, ils désirent vérifier les principes même qui en inspirent les grandes lignes.

Il y a là une préoccupation très haute qu'on ne peut assez encourager. Nos jeunes gens ne veulent pas aborder la carrière qui sera la leur dans quelques années et où leur devoir sera de diriger le pays, sans posséder des principes clairs sur l'orientation que demande le bien national. Ils sont d'ailleurs aussi modestes que sérieux et, à part quelques têtes légères, comme il s'en rencontre toujours et qui ne sont pas nombreuses, ils sont convaincus de leur ignorance, ne demandant qu'à s'instruire, et cherchent avec une véritable passion parmi leurs aînés ceux qui voudront bien les enseigner.

J'ajoute que cette jeunesse est aussi profondément et doctrinalement catholique, — j'entends par là que son catholicisme se traduit par le désir de connaître sa religion, suffisamment pour en saisir les applications dans toute la vie; et une conséquence sociale de cet esprit catholique est une antipathie violente pour le libéralisme et toutes ses conséquences.

On sait que le libéralisme est la doctrine que le Saint-Siège a condamnée de la façon la plus répétée pendant tout le XIX^e siècle. L'Eglise a dû finalement accepter, en pratique, certaines formes mitigées de libéralisme, là où elles étaient relativement inoffensives, et quand on ne pouvait pas mieux, — ce fut le cas en Belgique; — mais ces sortes de consécérations, ne sont pas des approbations, ce sont des acceptations provisoires, des actes de résignation; et en se prenant d'hostilité pour le libéralisme sous toutes ses formes, notre jeunesse ne fait que rentrer dans le sillon que l'Eglise a tracé sans relâche, avec trop peu de succès malheureusement, pendant le siècle passé.

Cette attitude doctrinale de nos jeunes gens est d'autant plus intéressante qu'elle représente quelque chose d'entièrement neuf. Depuis les beaux temps du libéralisme, il y a de cela déjà une centaine d'années, on ne s'était plus beaucoup préoccupé de philosophie politique; et en ce temps-là l'engouement portait sur un système que l'Eglise a condamné. Le mouvement actuel est si neuf et d'un niveau si supérieur à ce qu'on connaissait ces derniers temps en politique, qu'il n'est pas toujours bien compris, non, pas même par ses tenants. Un certain nombre d'entre eux, par exemple, s'intitulent *réactionnaires* et donnent par là l'impression à ceux qui se fient aux mots, d'emboîter le pas à nos vieux conservateurs catholiques qui sont les plus libéraux des hommes. Or, nos jeunes gens n'ont pas de pire tête de turc que le libéralisme. D'autres se disent *nationalistes*, et quand on leur demande s'ils se mettent à l'école du grand journal qui s'est donné en Belgique la mission de former un parti nationaliste, ils répondent qu'ils en sont aux antipodes. D'autres encore se disent *antidémocrates*. Mais, une grande partie des doctrines qui leur plaisent le plus, ont été inaugurées par les démocrates chrétiens, et s'ils sont plus préoccupés que ne le sont les démocrates de la question d'organisation du gouvernement, leurs idées cependant sont aussi opposées au libéralisme économique et à la tyrannie capitaliste que celle des démocrates eux-mêmes. En réalité, ce mouvement nouveau est tout à fait étranger aux anciennes classifications des partis; il lui faudrait trouver, pour s'exprimer convenablement, un nom qui n'implique d'adhésion à aucune des fractions du parti catholique existant: mouvement de renouvellement et d'unification doctrinale de l'action politique et sociale des catholiques. Malheureusement, ce titre est un peu long: on pourrait peut-être en faire un à la mode du jour avec les initiales...

Ici interviennent les défenseurs de la « Constitution intangible ». Tandis que les jeunes gens crient à tous les vents leur désir d'être enseignés, un certain nombre de leurs aînés répondent avec mauvaise humeur qu'ils feraient mieux d'être plus humbles et de reprendre modestement le service à leur rang dans l'armée catholique en suivant les traces de ceux qui les précèdent. Ils ajoutent quelques phrases graves et peu précises sur la prudence qu'il faut apporter à modifier les principes fondamentaux de notre ordre public.

Mais nos jeunes gens sont très prudents. Tellement qu'aucun d'entre eux, jusqu'ici, n'a levé le bout du petit doigt pour modifier le plus petit principe de notre ordre public. Ils se bornent modestement à manifester un grand désir de s'instruire, pour être à même, plus tard, d'avoir une conduite plus cohérente que celle d'un certain nombre des catholiques actuels qui parviennent à fondre dans leur politique catholicisme, libéralisme, conservatisme et

démocratisme. Horrible mixture dont trois termes au moins, sur quatre, sont contradictoires entre eux!

Quand les jeunes gens demandent à quoi revient en pratique cette reprise des traditions, on leur indique deux modes d'action: 1^o coller des affiches pendant la campagne électorale; 2^o le jour des élections, porter les électeurs infirmes au bureau de vote. Ils font remarquer alors que ces deux actions, importantes certainement, et intéressantes, ne prennent, la première, que quelques semaines tous les quatre ans, l'autre qu'une matinée, qu'il reste donc du temps pour étudier et discuter entre eux, discussions qui gagneraient beaucoup si leurs aînés les assistaient des lumières de leur expérience et de leurs réflexions, au lieu de les foudroyer de leur mépris. Mais on leur répond en répétant simplement qu'il est souverainement dangereux de porter atteinte aux principes fondamentaux de l'ordre établi, et qu'ils feraient mieux d'emboîter le pas à ceux qui, avant eux, ont su bien faire.

Il y a quelque temps une polémique s'est ainsi élevée dans la presse au sujet d'une enquête qui avait révélé l'ascendant exercé sur la jeunesse universitaire par un journaliste français, M. Charles Maurras. Il se peut même qu'elle ne soit pas encore terminée, car j'ai cessé de la suivre après quelques semaines quand j'ai vu qu'on commençait à répéter les mêmes choses (1).

Nos jeunes gens lisent Maurras avec enthousiasme parce qu'il est avant tout antilibéral, et parce qu'il est à peu près le seul auteur chez lequel ils trouvent un essai puissant de doctrine politique cohérente. Grand scandale chez les anciens, les catholiques-libéraux-conservateurs-démocrates! Un certain nombre d'entre eux, et parmi eux des esprits aussi distingués que M. Fernand Passelecq et que M. Edgar Janssens ont dénoncé ce « maurrassisme » comme un danger grave. Mais aucun d'entre eux n'a paru songer à indiquer aux jeunes gens un autre auteur contemporain plus sûr. Or, c'est là toute la question. Et eux-mêmes n'ont pas l'air disposés à se donner la peine de reprendre leurs études de philosophie politique pour confronter les principes catholiques avec la situation d'après guerre et voir s'il n'y a pas lieu de changer certaines institutions.

III

Est-il bien nécessaire, entre catholiques, de discuter le principe des « lois et constitutions intangibles »? En rire, oui, mais discuter!

Nous savons que tout ce que l'homme fait, est du changeant, du mouvant, de l'instable, de l'imparfait toujours soumis à révision. Il n'y a d'immuable et d'intangible que le parfait, et il n'y a de parfait que Dieu.

Respectons donc la loi divine; elle reste. Tout ce qui est humain, perfectionnons-le sans cesse. Catholique et conservateur sont deux mots qui jurent d'être accouplés: le catholique est par définition un progressiste, puisqu'il ne peut être satisfait avant d'avoir atteint la perfection.

Lorsqu'un ordre public repose sur des principes mauvais, et nous sommes sûrs qu'ils le sont s'ils sont condamnés par l'Eglise, nous pouvons l'accepter provisoirement s'il n'y a pas moyen de faire autrement, et nous devons épier le jour favorable à leur renversement.

Il faut être très prudent dans les réformes politiques, procéder graduellement sans brusquer les choses. C'est pourquoi aux jeunes gens qui s'intéressent à la politique, il faut conseiller de beaucoup étudier et de beaucoup réfléchir avant de se lancer dans l'action. Et ceux qui les précèdent dans la vie doivent les aider à se former des principes. Tout cela est évident. Je n'en parle que pour la forme, et je n'ai raconté cette histoire que pour son charme plaisant.

Il ne s'agit d'ailleurs, dans toute ceci, que de réformes à obtenir par les voies légales, en usant des moyens que la loi met à notre disposition pour cela. Il y a cependant une autre question beau-

(1) En rentrant de vacances, j'apprends qu'elle bat toujours son plein, qu'elle n'intéresse plus personne, excepté les auteurs qui jettent feu et flamme et que le seul effet de quelque importance qu'elle ait produit, est de faire vendre comme des petits pains les ouvrages de M. Maurras. Une âme charitable que je suis heureux de remercier ici, m'a envoyé deux numéros d'un de nos principaux quotidiens où se trouvaient deux pages entières (deux pages, oui, dans chacun d'entre eux!) consacrées à M. Maurras. Et j'entends toujours dire que, dans les journaux d'aujourd'hui, les lecteurs ne lisent plus les articles qui dépassent la longueur d'une colonne! (18 octobre).

coup plus grave, celle-là, et où la plaisanterie n'a plus de part : c'est celle du droit de révolte, ou du droit de sortir de la légalité pour résister aux lois injustes. Cet article étant déjà assez long, j'en consacrerai un autre à ce second aspect de l'opposition entre le droit naturel et le droit positif. Et c'est là surtout que nous rencontrerons le redoutable problème qui se pose, à l'heure qu'il est, à nos amis catholiques de France.

Abbé JACQUES LECLERQ.

Le sens international

Un disciple demandait à Confucius quel serait son premier acte s'il était élu empereur de la Chine. Confucius répondit : « Je rétablirais le sens exact des mots. » Parole profonde, faite pour nous fortifier dans la conviction que le besoin le plus immédiat de cet âge où l'anarchie règne dans les cerveaux enténébrés, c'est un bon dictionnaire.

Les scolastiques enseignaient à définir avant d'agir, et l'on méprise aujourd'hui leur pédantisme, dont s'était déjà gaussé Molière. Voulez-vous me permettre de vous démontrer combien ils avaient raison ?

* * *

Dès qu'on s'est frotté quelque peu à la Société des nations, où le mot *international* revient tous les quarts de minute, on s'aperçoit que personne, en réalité, n'est d'accord sur le sens qu'il convient de lui attribuer. Les mots trop employés perdent tôt leur signification précise, ils s'encrassent et s'usent comme de vieux sous. Tâchons de nettoyer celui-là :

Nous trouverons d'abord qu'il porte une date récente : il n'a été admis qu'en 1878 dans le dictionnaire de l'Académie française. Nous remarquerons ensuite qu'il possède un sens très clair, mais très limité : *international* signifie tout simplement ce qui a lieu, ce qui se fait de nation à nation, ce qui désigne et ce qui règle les rapports entre les nations.

Une première confusion est intervenue : on a commencé par confondre ce qui est international avec ce qui est général et ce qui est universel. Il y a même encore l'adjectif « mondial » qui s'insère entre les deux, et que je ne considère point, d'ailleurs, comme de très bonne langue : il sert surtout aux braves gens qui voient gros et rond et se figurent avoir le cerveau fait à l'image du globe. Sans apporter ici des définitions de dictionnaire, je voudrais vous montrer les différences :

La destinée humaine est un problème universel. La reconstitution des élites est un problème *général* aujourd'hui. Les rapports intellectuels de pays à pays sont une question *internationale*. La science est *universelle*. Les difficultés auxquelles se heurte le recrutement du personnel scientifique sont, depuis la guerre, un fait *général*. Mais la protection de la découverte scientifique sera sans doute le résultat d'un accord *international*.

J'ai réservé encore une autre confusion, celle avec *cosmopolite*. *Cosmopolite* désigne celui qui se croit citoyen du monde, ou celui qui vit tantôt dans un pays, tantôt dans un autre.

* * *

Mais on m'accusera de manquer de sérieux et de me livrer à des subtilités grammaticales. Je suis, je l'avoue, d'autant plus porté au purisme en ce domaine, que je suis presque chaque

jour martyrisé par le français qu'on écrit et qu'on parle à la Société des nations. Ce français-là est une source perpétuelle de confusions, et quelques-unes peuvent être un jour fort périlleuses. Il consiste pour emprunter cette image à un personnage important que je n'ose point nommer, à mettre constamment la langue française et la langue anglaise sur le même pied. Mais passons, car il y a plus grave.

Ce plus grave est le sens qu'on donne aujourd'hui au terme d'internationalisme, substantif bien lourd comme tous les mots en *isme*. Il nous vient de la phraséologie socialiste, et désignait à l'origine l'entente internationale des travailleurs. Mais le sens d'internationalisme s'est amplifié, et il étiquète aujourd'hui l'opinion de ceux qui veulent effacer les frontières, réduire les patries au rang de provinces et faire de l'humanité un tout uniforme. (Entre parenthèses, l'unité, philosophiquement parlant, n'est en rien le synonyme d'uniformité : c'est même tout le contraire, car il y a plus d'unité dans un homme que dans un caillou ou dans un ver de terre, et partant, plus de complexité.) L'internationalisme, en ce sens, c'est l'antipode même du nationalisme. Mais le terme ne correspond pas du tout à ce sens-là : en effet, se placer *au-dessus* des nations, ce n'est point du tout la même chose que de se placer *entre* les nations, afin d'étudier et de condenser les rapports qu'elles ont ou doivent avoir entre elles. Or, c'est en cela que consiste l'internationalisme authentique, cependant que la seconde attitude pourrait s'appeler plus justement surnationalisme ou, si l'on veut, humanitarisme.

* * *

Cela est si vrai qu'autour de la Société des nations, on assiste au heurt de ces deux conceptions diamétralement opposées qu'habille pourtant le même mot. Si j'employais ici le vocabulaire familier à la politique suisse, je parlerais d'un conflit entre fédéralisme et centralisation. Je nomme centralisateurs les utopistes qui voudraient faire, et tout de suite, de la Société des nations, un sur-Etat, bien plus, une sur-Eglise où l'on célébrerait le culte de la déesse Humanité. Relisez les résolutions votées récemment par le congrès de la franc-maçonnerie française. Rien ne justifie plus le proverbe : « l'enfer est pavé de bonnes intentions ». Car ce serait, je le crois bien, dans un enfer que ne manquerait pas de nous conduire la réalisation de cet idéal qui, sous le pavillon de l'humanité, aurait pour conséquences la dégradation et la destruction de toutes les valeurs humaines. Nous ramperions, pour citer une prophétie de Chateaubriand à la fin des *Mémoires d'outre-tombe*, « dans la boue indivise à l'état de reptiles pacifiques ». On retrouve d'ailleurs, dans ces théories, l'état d'esprit, à la fois mystique et géométrique, des encyclopédistes, de Condorcet — un état d'esprit bien attardé, puisqu'il nous ramène au temps des perruques. S'il parvenait à s'imposer, il ouvrirait le règne d'une bureaucratie internationale.

Non, le sens international n'est pas du tout cet esprit de parti, cet esprit sectaire. Il faut, pour l'acquiescer, être patriote et chrétien. Il n'y a point de sens international, là où le patriotisme n'existe plus, là où il est oblitéré, là où il est sacrifié à des abstractions. Celui qui veut développer en soi le sens international doit aimer sa patrie au-dessus de toutes les autres, au-dessus de sa vie à lui. Mais il doit l'aimer chrétiennement, c'est-à-dire sans haine pour les autres patries, en se persuadant qu'il y a tout de même des valeurs supérieures à la nation, à l'Etat, c'est-à-dire des valeurs universelles, éternelles : Dieu, la justice, la vérité, la dignité humaine. Car le sens international n'est pas autre chose que la morale chrétienne appliquée aux relations entre toutes les nations de la terre.

Le sens international est encore le sens de la vie, dans sa diver-

sité d'abord, mais aussi dans son unité. Il ne faut point que l'humanité devienne une abstraction à laquelle on voue un culte mystique. Il faut au contraire qu'elle ne cesse de vous apparaître comme un spectacle changeant, coloré, désordonné, avec toutes ses langues, races, tempéraments, traditions, littératures, arts divers, différents, opposés, et qui, seuls, lui donnent sa véritable physionomie, et sa valeur à la vie humaine. Ne jamais séparer l'homme de la terre. Ne jamais le sortir de sa peau. Ne rien diminuer, ne rien opprimer, ne rien effacer, mais cultiver toutes ces inégalités, toutes ces différences avec le sens du vivant et du réel, du relatif et du possible. Mais le sens international est celui d'un ordre et d'une harmonie entre toutes les nations de la terre. C'est le sens de la vie dans son unité, après le sens de la vie dans sa complexité. Voilà pourquoi les pacifistes, c'est-à-dire les partisans de la paix pour la paix à n'importe quel prix, me semblent dépourvus du vrai sens international. Car la paix n'est pas une « fin en soi » : elle est le résultat d'un ordre. Il faut vouloir cet ordre pour avoir la paix. Cet ordre, c'est la civilisation chrétienne qui seule possède une valeur absolue. Par conséquent, le sens international n'est pas autre chose, en définitive, que le sens de la civilisation. Or, la civilisation générale est d'abord un legs du passé. Rien de plus barbare que cet état d'esprit qui consiste à renier le passé, à le haïr, à vouloir rompre les liens qui le rattachent au présent : c'est tarir les sources de la vie, oublier que la tradition et la continuité, c'est-à-dire la conservation, sont la condition primordiale de tout progrès. La civilisation générale est ensuite l'addition de toutes les civilisations nationales, de toutes les cultures individuelles. Or, cette civilisation générale, nous savons qu'elle est, depuis la guerre, affaiblie, et même menacée; il s'agit de la fortifier, de la défendre; il s'agit de reconstruire. Donc, qui a le sens international sait très bien qu'on ne peut reconstruire qu'en commun, par la coopération de tous les peuples. Il le sait; il est bien résolu, à sa place naturelle, dans sa nation, dans son milieu, de travailler à cette reconstruction, si ce n'est comme un architecte, tout au moins comme un maçon ou comme un apprenti. Mais s'il est un intellectuel, s'il s'est donné la peine d'observer et de réfléchir, comment ne pas voir qu'un des plus graves dangers pour la civilisation ce sont précisément toutes ces idées fausses, toutes ces confusions dans les esprits, en un mot tout cet internationalisme à rebours que nous venons de dénoncer? Nous voici ramenés à notre affirmation du début, sous sa forme un peu paradoxale, qu'un dictionnaire bien fait est indispensable à celui qui veut acquérir le véritable sens international.

G. DE REYNOLD.

professeur à l'Université de Berne,
membre suisse à la Commission de Coopération
intellectuelle à la S. D. N.

Défense de l'Occident

La Crise.

Le destin de la civilisation d'Occident, le destin de l'homme tout court, sont aujourd'hui menacés. Il ne s'agit pas ici d'un péril imaginaire, ni de ces sombres anticipations où les esprits faibles aiment à s'enfoncer pour nourrir leur dégoût effrayé de l'effort. Il n'y a pas de pire déchéance morale, ni de malheur plus avilissant pour les sociétés que de céder à ces craintes inouïes, à cette terreur de l'avenir, qui ne trahissent que les désordres de cerveaux anxieux et défaits par avance. Aussi bien tout ce qui s'efforce de nous modifier, de nous courber, de nous changer

de voie, ne cesse de prophétiser notre agonie, de faire appel à nos angoisses, de contester les titres de notre culture, de mettre en question l'essentiel de notre avoir, pour ruiner définitivement les principes de notre humanité. Ces désastreux prophètes, dont les voix conjurées se croisent au-dessus de l'Europe meurtrie, c'est contre leurs entreprises qu'il faut, dès l'abord, nous défendre. Le seul effet certain d'une telle propagande, bien plus soucieuse de renverser l'ordre du monde que de le définir, ne peut être que de rendre l'inquiétude totale, de favoriser l'abandon, d'amoindrir la résistance, de troubler le conseil, de faire perdre de vue les règles de la conservation, les mesures de redressement qui s'imposent. De tous les maux qui nous affectent, il n'en est pas de plus redoutables que ceux-là.

Mais, pour ne pas céder à ce funeste désarroi où l'être se démet devant l'effort qu'exige sa défense, nous ne méconnaissons pas pour autant les menaces mortelles qui pèsent sur l'Europe. Il n'est pas de tête sagace, d'homme pensant et soucieux de l'avenir, qui ne sente tout ensemble la tragique grandeur du danger et la dure nécessité de servir pour ne pas disparaître. Ce ne sont pas là de vagues conjectures; les faits sont « clairs, impitoyables », et les choses ont choisi pour nous. Les circonstances, au terme desquelles la civilisation d'Occident risque d'être engloutie ou de tomber en servitude, chacun peut les concevoir : elles « sont dans les journaux » (1).

Il ne s'agit plus, cette fois, de ces prévisions trop précises que des observateurs, attentifs aux accords des idées et des faits, ont pu justement tirer de l'expérience, de la nature des choses et des analogies de l'histoire. La crise de l'Occident, le péril de l'asiatisme, ne sont plus désormais des questions réservées aux seules méditations des hommes de l'esprit. Leur importance est telle, que le train ordinaire de la politique la plus inerte, la plus courbe de vues, en est aujourd'hui traversée. Les gouvernements eux-mêmes, si dénués d'imagination qu'on les suppose, si enclins qu'ils soient à méconnaître les réalités spirituelles, à ne pas tenir compte de ces crises de sentiments et d'idées qui s'élaborent au plus intimes des âmes où les grands changements historiques se préparent et s'annoncent, les gouvernements semblent soudain s'apercevoir du danger. Quant à l'esprit public, en France, il a fallu la révolte d'un rogui berbère pour qu'il commençât d'entrevoir les significations profondes d'un événement qui importe moins encore par ce qu'il est que par ce qu'il préfigure. Jusqu'alors, les formidables problèmes que pose le réveil des peuples de l'Asie et de l'Afrique, unifiés par le bolchevisme contre la civilisation d'Occident, restaient à peu près incompris. Craignons qu'ils ne deviennent à leur tour les lieux communs d'une idéologie politique sans sévérité et sans rigueur, dont l'impuissance à sauver quoi que ce soit se couvre de ces amples prétextes afin de motiver son embarras et de justifier son inertie.

* * *

Pour rendre une exacte notion des signes et des choses, les documents abondent. Partout la politique et les idées, les appétits et les mystiques, le spirituel et le temporel, y sont étroitement mêlés. Rien qui ne soit mis en cause et qu'on ne sente prêt à se traduire en actes. Il semble qu'il s'agisse d'un réaménagement total de l'humanité, d'une confrontation de ses idéaux contradictoires, de ses principes de vie dissemblables, de ses connaissances hétérogènes — et cela au milieu de la fièvre des peuples asiatiques, conscients de la discorde de cette Europe dont les « idées » n'auront servi qu'à réveiller leurs instincts, à exaspérer leurs jalousies et leurs défiances.

C'est à l'heure même où les progrès de la technique se flattaient de réaliser l'unité du genre humain que se produit la plus complète rupture d'équilibre qu'on ait jamais connue. Car « le genre humain est moins uni que sous Titus où toutes les races civilisées se groupaient sous les mêmes faisceaux. Le genre humain est moins unifié que du temps de saint Louis où toutes les races chrétiennes étaient fédérées sous la tiare (2). » La facilité des communications matérielles qui devait, selon l'idéologie démocratique, réaliser l'union des âmes, a bien pu uniformiser le monde, elle ne l'a pas uni.

(1) Le lecteur ici se reportera de lui-même aux pages fameuses et si souvent citées de Paul Valéry : *la Crise de l'Esprit*. Elles sont le point de départ commun de toutes les réflexions sur un tel sujet.

(2) Charles MAURRAS, *Kiel et Tanneer*, p. 328.

La pensée, asservie aux caractéristiques du tempérament national, étale ses diversités incompatibles. Où sont, demande le philosophe, où sont les « civilisations heureuses de la Grèce antique et de la France d'autrefois, blanches comme l'intelligence, et où, dans le sol plus national, s'enracinait la pensée la plus universelle et la plus humaine » (2)? Les nationalités, constituées comme autant de schismes, se dressent en concepts antagonistes qui prétendent s'asservir l'essence même de l'esprit. C'est que « la matière est essentiellement diviseuse et que les hommes ne communiquent que dans l'immatériel ». Mais l'esprit lui-même est cruellement « blessé »; il s'est matérialisé à son tour et semble avoir perdu conscience de sa finalité propre. Le progrès mécanique l'a si bien corrompu que rien, parmi les meurtrières rêveries des utopistes, ne peut être comparé à ses résultats positifs. Nous sommes menacés de périr par où nous avons cru vivre. Ce qu'il y a au bout de cette stupide avidité de puissance matérielle qui a détourné l'Occident de sa véritable mission, nous le voyons. « Cerveau d'un vaste corps », dont elle ne commande plus les mouvements, l'Europe est dans un état contre nature, où elle ne saurait rester. La guerre n'aura fait que précipiter le cours des choses. Mais, dès le seuil de cet âge inhumain, Charles Maurras avait prédit les conséquences de ces dégradantes folies : « Tout le dix-neuvième siècle, écrivait-il en 1905, n'a été qu'un effort scientifique, industriel, commercial, en vue d'étendre la portée du pouvoir de l'homme, d'aménager la terre entière, de multiplier la civilisation par les dévouements de la main-d'œuvre barbare... Mais la barbarie n'est point vassale; elle s'arme, et elle progresse, et elle menace. La civilisation ne forme pas un faisceau compact et uni; elle a ses clients, ses mercenaires jaunes et noirs. Les imprudences, les aveuglements vont se payer, comme ils se paient dans l'ordre historique, au prix du sang. »

Vingt années ont passé. L'unité européenne, spirituellement défaite depuis la Réforme, a été physiquement brisée en 1914. Il a fallu près de quatre siècles pour que la grande scission occidentale, moralement accomplie dès le début des temps modernes, politiquement consommée par la Révolution, développât toutes ses puissances de mort. Nous assistons aujourd'hui au tragique épilogue de cette division inhumaine et hideuse. C'est la civilisation, l'idée même de civilisation dont l'Europe se proclamait détentrice, qui se trouve la plus profondément atteinte. Aux yeux de cette partie du monde qui vivait sur l'illusion de notre homogénéité, la civilisation fait figure de vaincue. La guerre l'a rendue méconnaissable.

Communément attestée par tous les peuples que les combats ont mis aux prises, appelée, enrôlée au service de leurs propagandes rivales, la « civilisation » a tout couvert, tout justifié. Chacun des groupes, acharnés à se détruire, ne prétendait-il pas être le seul à la défendre? Et l'œuvre redoutable s'est poursuivie sous la commune invocation de la même obscure déité. Les justes raisons de la guerre — et qui sont la lutte pour le sol natal, la lutte pour l'indépendance politique — ne semblaient plus des causes suffisantes. Il fallait encore qu'on engagât dans la mêlée les valeurs spirituelles et morales, les philosophes et les dogmes, les traditions et les croyances, qu'on mobilisât, sous des bannières adverses, le Droit et la Justice, toute la troupe des personnes divines. Plus encore que les champs du carnage, ces idoles sont, elles aussi, dévastées. Au milieu du tumulte de leurs voix discordantes, le moins que l'on pût dire, c'est que les mêmes mots ne recouvraient pas les mêmes choses, que ceux qui en faisaient usage ne trahissaient pas seulement leur actuel conflit, mais qu'ils étaient divisés dans leur être même, dans leurs pensées, dans leur âme, sur l'essentiel de la vie, et que la civilisation pouvait bien signifier la matière et le nombre, tout ce qui frée l'antagonisme des appétits, des convoitises, engendre les massacres et les ravages, mais qu'elle ne formait pas ce *bien commun* par quoi elle prétend s'imposer au reste de l'univers. Il en est résulté une crise redoutable, un désordre mental dont on ne saurait encore mesurer les effets.

Plus encore que le spectacle des déchirements de la guerre, celui de la discorde d'une Europe, où toutes les races de l'opinion s'entre-dévorent, a singulièrement affaibli notre prestige de « civilisés » aux yeux des Asiatiques. L'Asie qui, depuis longtemps, souffre de la domination du joug occidental, ne s'est pas seulement réjouie de voir les Européens dénigrés, abattus par eux-mêmes; elle a retenu les griefs, les accusations qu'une propagande imprudente a répandus jusqu'aux confins du monde barbare.

(2) Jacques MARITAIN, *Réflexions sur l'intelligence*, p. 265.

Et le voilà, ce monde, juge et partie dans l'immense procès que nous avons instauré à la face du globe; il y dépose à son tour et jette dans le débat tous les titres de son passé, dont nous lui avons appris à se souvenir. Nous avons bien pu déposer nos armes, les idées continuant de se battre. Nos idées ne nous appartenaient plus. Les mots dont nous nous sommes servis pour enrôler les mercenaires, pour les convoquer à la défense de la « civilisation et du droit », les mercenaires en disposent et les retournent contre nous. Il était fatal que les choses en arrivassent à ce point.

Tous les voyageurs, tous les étrangers qui vivent depuis longtemps en Extrême-Orient, nous l'affirment : en cinq années les esprits ont plus profondément changé qu'en dix siècles. A l'antique et facile soumission a succédé une hostilité sourde, une véritable haine qui n'attend que l'heure propice pour passer à l'action. De Calcutta à Sanghaï, des steppes mongoles aux plaines anatoliennes, toute l'Asie est travaillée par un sourd désir de libération. La suprématie à laquelle l'Occident était accoutumé, depuis le jour où Jean Sobieski eut définitivement arrêté la ruée des Turcs et des Tartares sous les murs de Vienne, cette suprématie n'est plus reconnue par les Asiatiques. Tous ces peuples aspirent à refaire leur unité contre l'« homme blanc » dont ils proclament le désastre. Les causes profondes de cet immense recul, Abel Bonnard les a justement définies au terme du récit de son voyage *En Chine* : « En même temps qu'il exerçait une politique de domination, dit-il, l'homme blanc répandait des idées d'égalité; il fallait qu'un jour ses idées vinssent s'opposer à ces actes. Sans doute, les théories et les principes nouveaux restent longtemps vains, comme suspendus en l'air; et il est vraiment trop commode, pendant certaines époques, de se donner le prestige des idées les plus libérales, en profitant de la solidité d'un monde que le libéralisme n'a point fait. Mais ces temps-là sont finis. Nous vivons dans une époque de sanctions et de conséquences, dans une de ces périodes dramatiques où les mots s'incarnent et veulent se vérifier dans les choses... Ces mots, l'habitude les a amortis pour nous, mais ils retrouvent tout leur effet quand ils s'exercent sur des multitudes plus neuves... Par une conjoncture qui rend le drame plus pressant encore, c'est au moment même où l'homme blanc était sur le point, sinon de revenir des idées auxquelles il a cru, du moins de les soumettre à un examen plus sévère, qu'il voit ces idées lui échapper et l'avantage en être revendiqué par d'autres hommes... Alors que les principes du monde moderne étaient près d'être jugés sur le résultat d'une première épreuve, une autre expérience s'institute plus vaste, plus sommaire encore, véritablement effrayante par son caractère universel. »

* * *

L'Europe voudra-t-elle se sauver, ou continuera-t-elle de glisser sur la pente d'un général abandon que favorisent des doctrines négatrices de son être? Se croit-elle immunisée contre les idéaux intellectuels, politiques, mystiques de l'Orient qui profite de l'état de moindre résistance où il l'a surprise pour assoupir sa volonté, corrompre les derniers germes d'unité qui subsistent en elle? Car l'Asie ne cherche pas seulement à susciter la révolte de ses indigènes pour priver notre continent appauvri des immenses ressources qu'elle détient. C'est l'âme de l'Occident qu'elle veut atteindre, cette âme divisée, incertaine de ses principes, confusément avide de libération spirituelle, et d'autant plus prête à se perdre, à se laisser décomposer par l'anarchie orientale, qu'elle s'est elle-même écartée de son ordre civilisateur historique et de sa tradition. Sous prétexte de lui apporter ce dont elle a besoin, c'est la dispersion définitive de l'héritage de notre culture, de tout ce qui fait que l'homme occidental se tient encore *debout* qu'un certain asiatisme nous dispose. Personnalité, unité, stabilité, autorité, continuité, voilà les idées-mères de l'Occident. Il s'agit de les dissocier au profit d'un ascétisme équivoque, où toutes les forces de la personne humaine se dissolvent et retournent au néant. Il s'agit de faire perdre à l'homme ses lignes, qu'il lui a fallu de longs âges, un effort méthodique et persévérant pour acquérir.

Ce nouvel assaut de l'Orient contre l'héritage latin, c'est-à-dire contre tout ce qui nous reste de possibilités d'ordre, de substance protectrice, d'intimes cohésions, devait trouver ses alliés naturels parmi ces nations de formation récente, qui n'ont pas marché du même pas que les autres sur la route de la civilisation humaine et qui ne tiennent que de façon artificielle ou incomplète au corps occidental.

Et d'abord en Allemagne, dont l'esprit perpétuellement hésite

entre la mystique asiatique et la latinité, et qui est en état de protestation permanente contre l'idée romaine. Nous avons vu l'Allemagne de la défaite reprendre contact avec l'Orient natal qui présente, avec sa propre pensée, des affinités singulières. Aussi bien nulle ne fut plus ardente à prophétiser « la décadence de l'Occident », dont la maîtrise lui avait échappé; et pendant ces quatre ans (1918-1922) où son désarroi moral fut « sans bornes », toute son idéologie s'est appliquée à gorger l'univers de son propre désenchantement, à cultiver pour les répandre à travers les membres de l'Europe ravagée les germes d'un asiatisme destructeur. Cette obscure volonté de destruction qui passe à travers le fameux livre de Spengler *Der Untergang des Abendlandes* flattait l'individu allemand dans ce goût instinctif qu'il a pour le trouble, pour l'inachevé, pour la chose qui n'est pas, le nouveau qui n'a pas de nom, le chaos d'où tout peut sortir, où l'imagination peut tout rêver, où rien ne possède ni formes ni limites; et sans doute retrouvait-il dans les vieux textes de la Chine et de l'Inde, cette philosophie contradictoire, aux plans infinis, ce panthéisme idéaliste qui dort au fond de son être et dont le pessimisme était bien fait pour engourdir son orgueil blessé.

Mais cela ne suffirait pas à expliquer la soudaine aversion qu'il montra pour l'humanité occidentale, pour les nations latines où elle s'incarne, pour tout ce que la culture allemande s'était naguère donné tant de mal à comprendre, à imiter, à organiser, suivant une méthode volontaire et tendue. Imagine-t-on qu'après notre défaite de 1870, des penseurs comme Taine et Renan, soucieux des conditions de notre relèvement, aient pu nous conseiller de chercher dans les sentences de Confucius ou de Lao-Tsu les paroles de la vie nouvelle? Si l'Allemand a pu concevoir qu'il se « désoccidentaliserait » d'un même propos délibéré, si on l'a vu s'échapper, se retrancher si aisément d'un monde qui ne lui semblait plus fait pour lui, c'est que la civilisation, le progrès intellectuel, social, moral, qu'elle représente, ne « s'est pas opérée dans la race germanique par un développement interne » (1); c'est qu'elle ne fut jamais le produit d'un « progrès indigène », d'un progrès accompli par le dedans. Pour l'Allemand, la civilisation reste une chose d'emprunt, qui ne tient pas à l'essence même de son être, qu'il a reçue du dehors et dont il peut changer, car elle n'est jamais parvenue à se soumettre son individualisme original. De là sa facilité à se prêter à de nouvelles formes de vie, à recevoir des impulsions contradictoires; de là sa perpétuelle sédition contre l'ordre du monde, ces renversements historiques qui sont une incessante menace pour les nations plus anciennes et plus complètes, où la culture se conserve et se transmet comme une longue expérience qu'elles ne sauraient rompre sans dommage.

Le même phénomène — et de façon plus aiguë dans la mesure où sa liaison à l'Occident fut plus fortuite et plus brutale encore — nous l'observons dans cette Russie qui, après deux siècles d'euro-péanisation forcée, retourne vers ses destins asiatiques, et se dresse et dresse tous les peuples d'Orient contre une civilisation qu'elle n'a subie que par violence, au milieu des résistances les plus âpres. La Vieille-Russie, en ses masses obscures, n'a cessé de s'opposer aux réformes d'un Pierre le Grand qu'elle accueillit dans la terreur, et où elle ne vit, dès l'abord, que l'approche de la fin du monde, la venue de l'Antéchrist. Il a fallu « couper des têtes », pour que les raskolniks moscovites acceptassent les idées importées d'Europe par les tsars. Mais ces Asiatiques ne se sont jamais sentis liés aux destins historiques des autres races de l'Ouest; et la lutte entre « slavophiles » et « occidentalistes », dont les sanglants épisodes remplissent les annales de la Russie moderne, est en quelque sorte la préfiguration du grand drame qui met aux prises l'Orient et l'Occident. Un tel problème est le problème russe par excellence. On y retrouve tous les thèmes, tous les griefs dont la propagande bolchevick s'alimente pour réveiller les anciennes âmes de l'Asie; et ce sont ceux-là mêmes que les fatalités conjuguées de la nature et de l'histoire ont imposés à ce grand peuple nomade qui s'appuie d'un côté sur la Chine, de l'autre sur l'Allemagne, et ne sait pas encore pour quel monde il est né. « Nous n'avons jamais marché avec les autres peuples, disait Tchaadaïeff, nous n'appartenons à aucune des familles du genre humain. Nous ne sommes ni de l'Orient, ni de l'Occident, et nous n'avons les traditions ni de l'une ni de l'autre. »

Aussi bien l'apport du peuple russe à la civilisation générale a-t-il été à peu près nul. N'oublions pas que la Russie est à peine à cinq cents ans de l'invasion des Barbares, alors que la vieille Europe a subi la même crise depuis plus de quatorze siècles : une civilisation de mille ans plus ancienne met une distance incommensurable entre les mœurs des nations (1). Cette différence fondamentale, voilà le trait dominant qui isole le peuple russe, le situe dans un climat de vide, le sépare de l'expérience historique du reste de l'humanité. Il n'a jamais été relié que par l'arbitraire d'un tsar à l'ordre occidental, au monde de la Loi; ce ne sont pas là des choses qu'on décide par décret. Subitement et sans préparation, on le mit à l'école des Encyclopédistes, puis à celle de la philosophie allemande. On ne lui avait jamais enseigné le catéchisme et l'on prétendait l'initier aux mystères de l'hégélianisme intégral. Ainsi quand la Russie s'est ouverte aux influences du dehors, ce fut pour boire à longs traits les erreurs d'une Europe déjà corrompue, dont rien en son propre fond ne la pouvait garder. Pour n'en pas subir les ravages, il lui manquait cet ensemble de notions générales qui, sous formes de sentiments et d'idées, pénètrent jusqu'à l'air que nous respirons et qui ont déjà fait notre être moral, devant même que nous ne soyons nés. Point de tradition ni de critique, d'expérience ni de prévision; rien qu'une sorte de naturisme primitif et mystique qui la prédisposait à subir l'ascendant des négations les plus rudimentaires. Elle les accueillit toutes avec une sorte de sombre ardeur logique : « Pourquoi ne pas mettre toutes les impulsions humaines en liberté? Pourquoi ne pas réduire toute la planète en morceaux? » Pas de réponse, aucune résistance, mais l'appel d'un instinct, ivre de détruire, et dont la pire idéologie exaspérait les fureurs.

« Mettez un désir russe sous une forteresse, disait Joseph de Maistre, il la fera sauter. » Et Michelet lui-même s'effrayait de la puissance de destruction qu'une nation si mal acheminée constitue parmi le genre humain. « Quand on dit qu'un de nous, Occidentaux, est douteur, sceptique, écrivait-il en 1863, cela n'est jamais vrai absolument. Tel peut être douteur en histoire, qui est ferme croyant en chimie, en physique. Tout homme a ici foi en quelque chose; l'âme n'est jamais vide, Mais, dans ce monde russe, tout ignorant, barbare, qu'on maintient vide d'esprit, et qui le devient de tradition, si cet état durait, si l'homme descendait la pente du doute, rien ne l'y arrêterait, rien n'y ferait contrepoids ou balance; nous aurions l'effroyable spectacle d'une démagogie sans idée, sans principe ni sentiment; un peuple qui marcherait vers l'Occident, d'un mouvement aveugle, ayant perdu son âme, sa volonté, et frappant au hasard, automate terrible, comme un corps mort galvanisé qui frappe et peut tuer encore. » Et, quelques pages plus haut, il ajoutait : « Le monde de la Loi a sa frontière où elle fut au moyen âge, sur la Vistule et le Danube... Quand nous admettons la Russie, nous admettons le choléra, la dissolution, la mort. — Quoi! philosophe, nous dit de sa plus douce voix la jeune école russe qui fleurit dans nos revues, vous vous éloignez de vos frères! Où est la philosophie? Telle est la propagande russe, infiniment variée, selon les peuples et les pays. Hier, elle nous disait : « Je suis le christianisme. » Demain, elle nous dira : « Je suis le socialisme. »

Aujourd'hui, remontant à ses sources, c'est vers l'Orient qu'elle se tourne, vers cet Orient dont le Russe a l'instinct, hérité du rude maître tatare, vivifié par un contact séculaire et c'est pour dire à ces peuples, bien faits pour la comprendre : « La Russie tend la main à l'Asie, non pas pour qu'elle épouse son idéal, ni qu'elle partage ses conceptions sociales, mais parce que les huit cent millions d'Asiatiques lui sont nécessaires pour abattre l'impérialisme et le capitalisme européens (2). »

Et par les voies que suivirent jadis « les soldats et les tchinoviks du tsar, des pionniers et des organisateurs d'une autre espèce pénètrent aujourd'hui, en Perse, aux Indes, en Chine, au Japon et en Corée, comme dans le proche Orient. » Ils y apportent ou cherchent sur place la formule expérimentale d'organisation qui convient à leur entreprise : « féconder le nationalisme latent de ces sociétés asiatiques, assujetties à des dominations étrangères, longtemps immunisées contre tout germe du dehors, mais qui, parvenues à un point fixe de décadence, sont dans cet état d'attente, de prophétisme, de messianisme, de millénarisme, précurseur

(1) PUSTEL DE COULANGES, cité par Paul VALÉRY dans *Une conquête méthodique*.

(1) Remarque déjà faite en 1835 par le marquis de Custine.

(2) Paroles de Zinoviev, président du Comité de la III^e Internationale, au congrès de Bakou, en 1920.

des grandes poussées migratrices et que la commotion universelle de la guerre a exalté (1). »

* * *

Tandis que le bolchevisme s'apprête à rouvrir les vieux chemins d'invasion fermés depuis des siècles, l'Allemagne anxieusement s'interroge. Fera-t-elle alliance avec la Russie des Soviets ou cherchera-t-elle à nouveau son point d'appui en Occident? Ces deux tendances sollicitent tour à tour un nationalisme identique. Car ceux-là mêmes, parmi ses idéologues, qui l'inclinent vers l'Asie, préparent les voies à une politique réaliste de domination germano-slave. L'Allemagne entend rester occidentale dans la mesure où elle se flatte d'avoir le génie de l'organisation; et, au plus fort de son désespoir, ne rêvait-elle pas de devenir la Rome qui disciplinerait le néo-messianisme de l'Orient, la Capitale de cette vaste *Eurasie* qui unirait l'est de l'Europe aux steppes asiatiques, à l'exclusion de la latinité déchue? Sur ce dernier point, germanisme et asiatisme russe s'accordent; et c'est en cela qu'ils constituent un même danger pour l'avenir de la civilisation.

Un tel accord tient en quelque sorte à la nature des choses. On s'est souvent étonné de l'extrême faveur dont le protestantisme jouissait parmi les orthodoxes, alors qu'il aurait dû être haï sur la Néva comme il l'est sur le Tibre (2). C'est que toutes les sociétés séparées se réunissent dans la haine du catholicisme unitaire. Thomas Mann cite avec éloge ce texte où Dostoïevsky montre que l'Allemagne est une vivante protestation contre la civilisation latine imposée par l'Empire romain à l'Europe occidentale — et cela depuis la victoire d'Hermann sur les légions de Varus : « Si, dit-il, les Allemands n'ont jamais exprimé leur doctrine et leur idéal propre pour les substituer de façon positive, à la vieille idée romaine, ébranlée par eux, je crois qu'ils seront un jour en situation de prononcer ce mot, rayonnant de nouveauté, et, par là, de prendre décidément la tête de l'humanité supérieure. Lors de la Réforme luthérienne, la voix de Dieu tonna par eux sur le monde pour lui annoncer la libération de l'esprit. La formule de protestation était trouvée, bien qu'elle demeurât négative encore et que la parole libératrice positive ne fût toujours pas prononcée » (3).

Dans cette guerre spirituelle qu'elle a déclarée au genre humain, l'idée russe-bolcheviste devait trouver dans l'idée germanique une sorte de complicité préétablie, de secrète connivence, un même fond d'hostilité permanente à l'endroit des principes de la civilisation latine. Germanisme, slavisme, c'est à ces sources communes que s'alimente tout ce qui est en révolte contre l'ordre éternel. C'est à leur contact que toutes les vieilles hérésies asiatiques, toujours prêtes à resurgir, dès que la solidité de l'Europe est atteinte, se galvanisent et réveillent leurs forces assoupies.

D'où vient que sous prétexte de rechercher la « fusion des esprits d'Orient et d'Occident », les messagers de l'Asie, les Tagore, les Okakura, Gandhi lui-même, s'accordent avec ce qu'il y a de plus destructeur dans les doctrines européennes? Il est clair qu'ils con-

naissent les brèches et cherchent les lignes de moindre résistance spirituelle pour s'introduire dans le corps de l'Occident dissocié. Ce texte de Kokuzo en témoigne de façon décisive; nous y voyons comment les nationalistes orientaux, formés d'ailleurs dans nos propres universités, utilisent les voies d'accès qui leur sont offertes par ce qu'Ananda Cooromaswamy appelle « la religion de l'Europe moderne, la religion de l'individualisme idéaliste » : « Notre mission, dit-il, ne consiste pas seulement à revenir à notre propre et ancien idéal, mais aussi à sentir et à ranimer la vie dormante de la vieille unité de l'Asie. Les tristes problèmes de la société occidentale nous incitent à chercher dans la religion indienne et dans l'éthique chinoise une solution plus haute. *Les tendances de l'Europe dans la philosophie allemande et le mysticisme russe se tournent vers l'Orient* et nous aident à rechercher ces aspects plus subtils et plus nobles de la vie humaine qui transportent ces nations elles-mêmes plus près des étoiles dans la nuit de leur abandon matériel (1). »

A prendre par l'idéalisme, disait Lénine pour définir sa propagande parmi la jeune bourgeoisie européenne. Mais cette idéologie spiritualiste vise en fait à notre anéantissement (2). Le même Cooromaswamy, qui a été introduit en France par M. Romain Rolland, cite « ces paroles remarquables » du vicomte Torio : « L'égalité dans la paix ne pourra jamais être atteinte, tant qu'elle ne sera pas édifée sur la ruine des Etats occidentaux disparus. » Un des fondateurs de la Ligue orientale de Tokyo, M. Ikuta Choko, à qui le Japon doit une traduction de Nietzsche, écrivait naguère : « La civilisation occidentale, enfoncée dans le matérialisme... est à la veille de sombrer. Notre ligue n'aura de raison d'être que si elle entend de renouveler la vie de l'humanité. *Ce qui s'impose, c'est d'orientaliser encore une fois le monde.* » Et nous lisons dans le manifeste de la Ligue : « La paix et le bonheur ne seront assurés aux hommes que le jour où l'Asie vaincra les Blancs, non pas poussée par la haine, mais seulement par la pensée de les ramener à la justice, à la véritable civilisation qui est spirituelle et non matérielle. »

En réalité, quand les propagandistes de la « connaissance de l'Est » travaillent à réhabiliter la culture et la pensée orientales, à dénoncer l'esprit destructeur de la civilisation d'Occident, ils servent les vues d'une coalition politique, d'où peut sortir un conflit plus inhumain que tous les autres et qui replongerait notre univers dans le néant. C'est sans doute d'une telle anticipation que s'enivre M. Romain Rolland lorsqu'il écrit : « Historien de métier, habitué à voir passer et repasser le flux et le reflux des grandes marées de l'Esprit, je décris celle-ci qui se lève du fond de l'Orient. Elle ne se retirera qu'après avoir recouvert les rivages de l'Europe. » (Préface à la *Jeune Inde* de Gandhi.)

HENRI MASSIS.

(1) OKAKURA, *les Idéaux de l'Orient*, p. 197.

(2) Cette idéologie s'appuie sur un réalisme politique très précis. On travaille à la constitution d'un bloc asiatique, d'une Grande-Asie, par une alliance sino-japonaise. « L'amitié russo-japonaise, écrivait, il y a quelques mois, un homme d'Etat nippon, le vicomte Goto, est la clef de cette alliance; elle fera s'harmoniser les civilisations de l'Est et de l'Ouest. Une entente russo-sino-japonaise fondera la paix du Pacifique sur la liberté et l'égalité. » L'accord russo-japonais est aujourd'hui signé. Dans les *Izvestia*, de Moscou (mars 1925), M. Stieklou annonçait, à ce propos, qu'une ère nouvelle commençait dans l'histoire du monde, ère qui serait marquée par « l'alliance prochaine du Japon, de la Russie, de la Chine et de l'Allemagne. » Le bloc germano-asiatique cherche à se constituer.

(1) H. MOYSSSET, *Revue du monde slave*, décembre 1924.

(2) Cf. Joseph DE MAISTRE : *Du pape*; et *Lettres à une dame russe*.

(3) Cité par Ernest SEILLÈRE, dans son étude sur Thomas Mann (*les Pangermanistes d'après guerre*).

Les idées et les faits

Chronique des Idées

L'École unique

Je crois rêver en apprenant que pas mal de catholiques en France se laissent séduire par l'École unique, s'imaginant qu'ils sauvegarderont ainsi leurs écoles. L'École unique, c'est, on le sait, l'enseignement intégral, de l'école primaire à l'université en passant par les classes du degré moyen strictement obligatoire et absolument gratuit. L'enseignement dont l'Etat est l'organi-

sateur et le pourvoyeur universel et qu'il rend accessible à la masse sans aucune distinction ni acceptation de personnes.

C'est au lendemain de la guerre que la question de l'École unique fut posée devant l'opinion française, par une association de jeunes professeurs : *Les Compagnons de l'Université nouvelle*. Son idéal était essentiellement démocratique : l'accession de tous à la science et la sélection des sujets par le mérite. On avait pratiqué le coude-à-coude dans les tranchées, toutes les classes sociales s'y étaient mêlées, il fallait, disait-on, que la fraternité des tranchées revécût à l'école. Egalité absolue! Tous les coureurs du stade de la vie partant du même poteau! Tous les enfants, riches,

pauvres, de condition moyenne, suivant les mêmes cours élémentaires, jusqu'à l'âge de douze ans, sous les mêmes maîtres, d'après le même programme, dans les mêmes locaux, dans les mêmes conditions de gratuité. A l'âge de douze ans, l'Etat, l'universel tuteur, l'universel père de famille — mauvais père, disait Clémenceau parce qu'il a trop d'enfants — fera subir aux élèves un examen de sélection pour décider de l'orientation de chaque élève. A l'Etat, seul compétent, juge infaillible, de discerner par l'organe de ses pédagogues, la vocation du jeune citoyen, sans que les parents aient rien à y voir. A mesure qu'ils avancent dans leurs études, à chaque étape, nouvelle épreuve pour opérer le classement dans les diverses branches du savoir. L'Etat-Providence s'instituera le directeur, le régulateur de toutes les destinées. Il saura découvrir dans les gisements profonds de la nation, les pépites d'or du talent, voire du génie; il saura les extraire et les mettre en valeur, de telle sorte qu'aucune richesse intellectuelle ne s'égaré.

Mais s'il assume à lui seul toutes les charges et toutes les responsabilités, s'il ne consulte pas les parents, qui sont cependant les tuteurs-nés de leurs enfants, il les exonère de toutes les dépenses en décrétant la gratuité à tous les degrés de l'instruction. Il entend même dédommager pécuniairement les familles des salaires que l'enfant leur aurait apportés, s'il avait pratiqué un métier au lieu de suivre ses études.

Telle est la chimérique Salente rêvée par les « Compagnons de l'Université Nouvelle » et il est vraiment intéressant de constater jusqu'où la folie démocratique peut faire rétrograder les esprits, jusqu'à l'Etat spartiate, l'Etat socialiste, jusqu'au pur socialisme d'Etat, compliqué de toutes les chimoiseries bureaucratiques.

On s'est imaginé d'ailleurs que dans cette vaste machine aux rouages rigides dont l'Etat est l'unique moteur et qui doit inévitablement broyer toutes les initiatives, il y avait place pour la liberté! L'enseignement libre serait respecté, serait même subventionné, pourvu qu'il se soumette à la législation nouvelle et l'on s'illusionne au point de croire que l'Etat se contenterait d'être le banquier de l'école et son tuteur, sans imposer sa direction, ses programmes, son agnosticisme ou son athéisme sous le masque de la neutralité menteuse! On se plaît à supposer que l'administration universelle serait totalement refondue, décentralisée, l'Etat ramené à sa fonction normale qui est d'aider et non pas de suppléer l'initiative individuelle!

* * *

Allons donc! Nous avons déjà, ici, en Belgique, à nous débattre contre l'insupportable arrogance de l'Etat qui, sous prétexte de contrôler l'emploi de ses subsides, tend à s'immiscer dans la direction de nos écoles, dans le choix des manuels, par une inspection parfois indiscreète et tracassière.

Cependant, nous sommes sous le régime de la libre concurrence, notre Charte proclame le primat de l'enseignement libre et ne réserve à l'école officielle qu'un rôle supplétif, et si nous reconnaissons à l'Etat le droit d'exercer un contrôle purement financier sur l'emploi des subsides qu'il nous alloue parce qu'il nous les doit en bonne justice distributive, il ne peut outrepasser ces limites sans violer l'esprit et le texte même de la Constitution. Néanmoins, nous devons faire bonne garde et nous défendre contre toute intrusion.

Qu'en serait-il sur le régime de l'Ecole unique, l'Etat prenant tout à sa charge, couvrant toutes les dépenses, banquier et tuteur universel, organisant les examens de sélection, ayant la prétention de tout voir, de tout conduire pour faire le bonheur de tous!

Je le sais, les partisans de l'Ecole libre voudraient sauvegarder les droits de la liberté en instituant un Bureau scolaire, ou Corporation de l'école, ouvert aux représentants de l'enseignement libre et à toutes les autorités sociales, avec mission d'éclairer et de redresser l'action de l'Ecole. Le bon billet qu'a La Châtre! L'Etat omnipotent et omnipayant se laissant redresser par une Corporation qui serait nécessairement dénuée de toute autorité et de toute sanction en présence de l'armée des fonctionnaires armés jusqu'aux dents!

Tous ces projets, et dans leur lettre et dans leur esprit, visent manifestement à l'asservissement des consciences, à la destruction de ce qui reste de la liberté d'enseignement. Ils ne mènent pas au socialisme d'Etat, ils l'organissent en grand sur le terrain de l'intelligence. Il fait de l'Etat le pétrisseur de toutes les âmes, il rétablit en l'aggravant, en le poussant à ses dernières limites, l'odieuse

monopole, il jette tous les esprits dans le même moule, il institue la plus effroyable tyrannie. Pour l'établir, il doit grever les finances, ces finances si terriblement épuisées, d'un écrasant fardeau.

Qui dira de quelle formidable dépense nous catholiques, nous allégeons depuis notre indépendance nationale le budget de l'instruction publique? Il me souvient que ce compte fut établi chez nous pour une seule année, en 1913, et qu'il s'élevait à la somme de 21 millions, sans y comprendre l'enseignement supérieur. Pardessus le marché, quel développement du fonctionnarisme entraînerait la mise en train de ce système affreusement compliqué! Il faudrait, pour y pourvoir, vider des catégories entières de leurs élites.

* * *

Est-ce à dire, demandait justement le R. P. Bessières, à la Semaine sociale de Lyon, que certains principes des *compagnons* ne peuvent pas être utilement retenus?

« Nous ne devons pas nous contenter, disait le judicieux rapporteur, d'un rôle négatif, mais présenter un plan constructeur. L'Eglise, qui assura pendant des siècles l'éducation nationale, n'a-t-elle pas su merveilleusement favoriser, sans mesures révolutionnaires, avec l'union des âmes, la juste accession des élites populaires aux plus hautes charges de la vie civile et de la cléricature. »

Ah! l'Eglise, en effet, fut toujours attentive à discerner parmi les enfants du peuple les promesses d'avenir intellectuel, scientifique ou religieux. Elle s'ingénia toujours à les favoriser et il est incalculable le nombre de ceux qui, partis de très bas, se sont élevés, grâce à quelque bon curé, jusqu'aux plus hautes situations. L'Etat s'avise bien tard et bien mal de faire à grands frais, en ruinant la nation, en opprimant les consciences, ce que l'Eglise a su faire en respectant la liberté et en ne grevant pas la bourse commune.

S'inspirant donc de la doctrine des « Compagnons » de la tradition catholique, de l'histoire de la France, de l'exemple des nations qui ont le mieux résolu le problème de l'éducation nationale, le R. P. Bessières dégageait les conclusions suivantes que je résume ainsi :

1^o L'Etat ramené au rôle d'auxiliaire de la liberté.

2^o L'Etat, renonçant à avoir un enseignement à lui, entourant de sollicitudes égales l'unique école qu'il ait à connaître, à savoir l'école nationale, celle qui, neutre ou confessionnelle, tenue par des Français, laïcs, prêtres ou religieux, travaille utilement, selon les lois de la morale éternelle, à former de bons Français et d'habiles citoyens.

3^o L'école, subventionnée par l'Etat, ne serait pas gérée par lui, mais par une corporation régionale, nationale, composée de parents, de représentants des écoles et des corporations professionnelles ou religieuses, désignée par le suffrage de leurs pairs.

Une Commission scolaire ou conseil de l'école, investie de la personification civile, désignée par le libre choix des intéressés, représenterait auprès de chaque école la corporation régionale.

4^o Cette corporation favoriserait par la création et la collation de bourses la mise en valeur des élites.

Au total, à la méthode centralisatrice, autoritaire et bureaucratique, que préconisent les partisans de l'école unique, on substituerait l'appel à l'initiative la méthode de décentralisation à laquelle les Compagnons ont fait place dans leurs projets.

Je n'apprécie pas ici ce qu'il peut y avoir de pratique et d'utilisable dans ces vues d'ailleurs généreuses. Je me borne à constater qu'il n'y a que trois attitudes possibles de l'Etat vis-à-vis de l'école : le monopole c'est une horreur, l'abstention, qui soustrait l'école à l'ingérence de la politique et ne permet pas de faire de l'enfant cette chose sacrée, l'enjeu des luttes électorales; enfin, la concurrence, les pouvoirs publics établissant un enseignement concurrentiel avec des particuliers, écoles officielles en face des écoles libres; c'est notre régime et c'est acceptable, si la concurrence est loyale et n'écrase pas la liberté avec l'argent de tous, alors que l'obligation de l'enseignement exige impérieusement l'équivalence des écoles pour maintenir la pleine liberté du choix. La vraie devise, dans ce système, sera toujours : justice proportionnelle, égalité, la liberté par l'égalité!

J. SCHYRÖENS.

ALLEMAGNE

La Koelnische Volkszeitung publie un article sur la démarche du pape Benoît XV en faveur de la paix en 1917. Cet article est motivé par des déclarations récentes de l'ex-chancelier Michaelis et est basé, dit la feuille rhénane, sur des documents authentiques.

Voici comment le journal rétablit, dit-il, la vérité historique :

A la mi-août 1917, la note pontificale arrivait dans les chancelleries des puissances belligérantes. Le 21 août, M. Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, envoyait au comte de Salis, envoyé britannique près du Saint-Siège, une dépêche chiffrée dont voici la teneur :

« Nous n'avons pas encore eu l'occasion de demander l'avis de nos alliés au sujet de la note de Sa Sainteté et ne pouvons-nous prononcer sur la réponse à faire aux propositions de Sa Sainteté quant aux conditions d'une paix durable. A notre avis, il n'est guère vraisemblable qu'il soit possible de se rapprocher de ces buts, tant que les Puissances centrales et leurs alliés n'ont pas fait connaître à quelles réparations et compensations elles sont prêtes et par quels moyens le monde pourra être préservé à l'avenir d'une répétition des horreurs dont il souffre. Même en ce qui concerne la Belgique — et sur ce point, ces Puissances ont elles-mêmes reconnu leurs torts — jamais, elles ne nous ont fait connaître de façon précise leur intention de rétablir sa complète indépendance, ainsi que de réparer les dommages que ce pays a subis.

Son Eminence connaît certainement les déclarations des Alliés en réponse à la note du président Wilson. Ni d'Allemagne, ni d'Autriche ne sont venues des déclarations analogues. Toute tentative d'établir une conformité de vues entre les belligérants paraît devoir être vouée à l'insuccès tant que nous ne sommes pas fixés sur les points où il y a divergence. »

Il résulte de cette dépêche que des pourparlers auraient été possibles, si l'Allemagne avait du moins parlé nettement sur la question belge. Le 23 août, le comte de Salis remettait la traduction française de la dépêche au Cardinal Secrétaire d'Etat. Le Cardinal la transmettait au nonce, Mgr Pacelli, avec instruction d'obtenir du Gouvernement allemand une déclaration au sujet de la Belgique.

La lettre du Nonce au Chancelier est du 30 août; elle est connue depuis le discours d'Erzberger, du 25 juillet 1919, à l'assemblée de Weimar. M. Michaelis ne pouvait ignorer que l'aide-mémoire du comte de Salis remis en français au Cardinal Gasparri provenait bien du ministre britannique des Affaires étrangères. Il ne pouvait ignorer qu'en le remettant au Cardinal, le comte de Salis agissait sur les instructions de son Gouvernement. L'authenticité de la note ressort du reste du Livre bleu anglais (N° 261, du 12 août 1919).

Aussi est-il tout à fait incompréhensible que, dans ses mémoires déjà, l'ancien Chancelier tâche de représenter la dépêche Balfour comme une « action séparée » du Nonce, Mgr Pacelli. Dès 1922, il devait savoir que cette interprétation était erronée. Il est plus étrange encore qu'aujourd'hui, dans une réunion du Synode provincial brandebourgeois, M. Michaelis ait qualifié la « soi-disant proposition de paix anglaise » de « lettre d'un particulier, habitant de Londres, honorable et bien intentionné! ».

L'auteur de l'article de la *Koelnische Volkszeitung* rappelle, en manière de conclusion la lettre du chancelier Michaelis à M. von Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, lettre datée du 22 août 1917, et où on lit :

« Selon moi, nous devons nous attacher à rejeter tout l'odieux d'un échec de la tentative de médiation papale sur nos adversaires, les mettant ainsi dans leur tort, ainsi que c'est arrivé en décembre dernier, lors de notre démarche en faveur de la paix. Aussi il me propose d'user, en cette affaire, de procédés plutôt dilatoires, de retarder l'envoi de notre réponse définitive, » etc.

Il est superflu, estime la *Koelnische Volkszeitung* d'ajouter à cette lettre un seul mot.

Les réformateurs mettent tout l'espoir dans l'avenir — d'ici trente ans, par exemple. Ils espèrent que les jeunes générations ne connaîtront pas le goût de l'alcool. Et ces philosophes se préoccupent peu de ce que, en attendant, toutes sortes de substances nuisibles employées au lieu de l'alcool fassent constamment des victimes. Leurs adversaires répondent que l'ivrognerie prédomine partout comme naguère; que les tentations qui sollicitent les jeunes générations ont de beaucoup augmenté : qu'un million de *stills* secrets a remplacé les 177,000 *saloons* d'il y a six ans; que non content de violer la loi eux-mêmes, ils y habituent leurs enfants et les encouragent, enseignant, de la sorte, le mépris de la constitution des Etats-Unis.

D'après des chiffres officiels, les agents de l'autorité fédérale ont saisi en 1919, 3,487 *stills* illicites; 95,933 — en 1922 et 159,176 — en 1924.

En 1923, il y avait à New-York, 19 arrestations pour ivrognerie, et 358 à Sacramento, en Californie.

Bien que les « réformateurs » maintiennent que l'application de la loi est particulièrement difficile le long de la côte et dans les villes industrielles, remplies d'immigrés — les voyageurs peuvent attester qu'on obtient de l'alcool au centre du pays tout aussi facilement que sur le littoral de l'Atlantique ou du Pacifique.

Les « réformateurs » insistent sur ce fait que, si actuellement les écoles secondaires, les collèges et les universités sont plus remplis que jamais, le mérite en revient à la Prohibition. C'est aussi à cause de la Prohibition, maintiennent-ils, que les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent; que les ouvriers achètent des automobiles en nombre de plus en plus élevé; que des maisons ouvrières s'élèvent dans les Etats-Unis de tous les côtés et ainsi de suite.

Tous ces bienfaits, déclarent les « réformateurs », sont dus au *Volstead Act*. Peut-être. Mais leurs adversaires insistent sur d'autres causes auxquelles, serait due la prospérité : le bilan du commerce extérieur qui est d'un milliard de dollars, les tarifs douaniers et les lois contre l'immigration; voilà les vraies causes. La diffusion de la richesse, l'extension de l'instruction ont commencé bien avant la Prohibition, etc. A quoi les prohibitionnistes ripostent par d'autres exemples et d'autres arguments encore...

Où est la vérité?

Si les brasseurs regorgeant de dollars ont disparu, ils ont été remplacés par une autre « aristocratie » bien plus sinistre : ces *bootleggers*, qui ont amassé des fortunes en violant la Constitution des Etats-Unis. Si la « marine sèche » qui coûte à l'Etat des sommes énormes a eu d'importants succès à enregistrer, elle n'en est pas moins impuissante à la longue. A quoi bon empêcher l'importation de bonnes boissons alcooliques étrangères, si divers ingrédients détestables viennent s'y substituer et si la consommation du *whisky de seigle* fabriqué à domicile, ne fait qu'augmenter? Et que dire de la démoralisation dans la vie publique? Pour parler comme M. Butler « président » de la Columbia University, juges procureurs, membres des corps législatifs, parlent, agissent et votent contre la Prohibition — et ne cessent de boire. Ils n'ont pas le courage de faire connaître leur vraie opinion, ni assez de caractère pour conformer leur conduite privée à leur profession publique.

La Prohibition est responsable aussi, pour beaucoup, de la criminalité actuelle.

Le *bootlegging*, ce moyen de s'enrichir rapidement, attire naturellement ceux qui aiment les aventures et auxquels manque l'instinct de légalité. Là où on gagne de l'argent facilement, on risque aisément sa vie. Tous veulent triompher de la loi; et là où le « bras » de la loi est absent ou faible, les bandes de *bootleggers* se battent au sujet du partage des dépouilles.

Durant l'hiver dernier, les dispositions anti-alcooliques ont été rendues plus sévères dans plus de quarante Etats; dans aucun les adversaires de la Prohibition n'ont eu à enregistrer de succès; dans l'Indiana, des poursuites au criminel sont intentées si une bouteille vide répand une odeur d'alcool. Cela démontre qu'une partie considérable de l'opinion publique est toute prête à soumettre la prohibition à une épreuve impartiale. Mais, bien des années s'écouleront encore avant qu'un verdict final puisse être émis quant à la sagesse de cette expérience américaine.

ÉTATS-UNIS

Les Américains sont toujours très divisés sur la question de la Prohibition, écrit-on de New-York au *Times*. Les autorités fédérales sont fières des succès qu'elles remportent dans la lutte contre la contrebande de l'alcool. Les cyniques répliquent qu'en dépensant tous les ans, à cet effet, 2 millions de dollars, le gouvernement ne vise qu'à convaincre la Ligue antialcoolique, très puissante du point de vue politique, mais qu'il est lui-même persuadé de l'impossibilité d'arriver au succès.

SUISSE

La session de la S. D. N.

Le correspondant de la *Koelnische Zeitung*, à Genève, estime que du point de vue « feuilleton » on ne trouve nulle part plus de matériel qu'aux assemblées de la S. D. N. Vient en première ligne le maharajah de Patiala. Les journalistes « l'utilisent » depuis des années, mais c'est un thème qui fournit toujours matière à copie. Il représente à lui tout seul un feuilleton entier :

son turban multicolore, ses bagages, les appartements spacieux qu'il occupe au *Palace Hôtel*, sa suite mystérieuse et brune, les pierres précieuses parsemées sur ses habits.

Puis c'est le nègre qui représente la République haïtienne : il a pour prénom Dante et pour nom Bellegarde, qu'on croirait avoir rencontré dans un *Baedeker* français. Dans ces discours élégants et pleins d'élan, ce personnage s'attache, il faut en convenir, à rester à la hauteur des exigences de la civilisation européenne. C'est une figure sympathique.

Le Libéria — une autre république nègre — est représenté par un Hollandais authentique qui a nom : baron Lehmann ; mais il convient d'ajouter que, très loyalement, il s'efforce de faire tout ce qui incombe en l'occurrence à un véritable noir.

Les Abyssins se divisent en deux groupes. Les uns sont noirs et supposés descendre de la reine de Saba et du roi Salomon ; les autres de couleur blanche et de nationalité française. La politique qu'ils représentent est aussi française. Du point de vue abyssin ce sont, si on peut dire, des Abyssins de couleur.

Le thème « Paris à Genève » fournirait à lui tout seul matière à un long article. Le noble faubourg, Montmartre et Montparnasse ont tous, à la S. D. N., leurs représentants. La comtesse de Noailles trône dans des salons improvisés ; de jeunes femmes qui n'ont rien de commun ni avec l'aristocratie, ni avec la poésie, n'en font pas moins connaître la France sous un jour attrayant.

Des hommes de lettres et des dessinateurs parisiens ont apporté à Genève leur talent et leur humour. Les temps où M. Hanotaux et M. Léon Bourgeois — qui, avec son apparence de patriarche, avait déjà un pied dans l'autre monde — y représentaient seuls la France, paraissent bien loin.

Aujourd'hui, dans la même grande salle de l'hôtel des Bergues, ce sont les Chiléens qui « reçoivent », hier c'étaient les Roumains, demain ce seront les Japonais, après-demain, les Brésiliens. Les invités changent peu, les hôtes seuls varient. Aujourd'hui c'est Cuba qui vous reçoit à l'entrée avec un sourire hospitalier. Demain Cuba ne sera qu'un des nombreux fracs disséminés dans la salle, et ce sera le tour du Canada de faire les honneurs. Mais les jeunes et jolies femmes sont toujours à danser et les plaques à scintiller sur les poitrines masculines.

Des armées de touristes dîment enrégimentés par les agences, leurs notes d'hôtels, payées d'avance, en poche, viennent contempler, entre le lever de soleil au Rigi et la visite au château où fut détenu Bonivard, les splendeurs de l'œuvre wilsonienne. Il en est même qui, pénétrés d'enthousiasme, entonnent leur hymne national dans le jardin qui s'étend devant le palais de la S. D. N.

Il y a aussi le grand saint-bernard préposé à la garde de ce palais. Il s'était habitué, lorsque le secrétariat de la S. D. N. possédait un joli hôtel, à voir ses habitants le quitter le matin pour rentrer le soir ; et il ne parvient pas à comprendre pourquoi, aujourd'hui, le palais se remplit le matin pour redevenir vide la nuit, lui, le saint-bernard, et un gardien étant les seuls à y coucher. Il se fait vieux et faible, ce chien, et il faut s'attendre à le voir fusiller sous peu.

L'automne qui lentement tombe sur Genève la revêt d'un surcroît de charme puissant.

N'oublions pas, pour conclure, les endroits où l'on s'amuse. Là aussi on peut faire des observations fort instructives. Ces endroits portent les mêmes noms qu'à Paris. Les cheveux et les robes des dames y sont aussi courts. On y rencontre la plupart des personnalités masculines qui fréquentent la grande salle de l'hôtel des Bergues ; seulement leurs yeux seuls brillent ; leurs décorations ont été reléguées au plus profond de leurs poches.

Des intrigues diverses se nouent dans ces *dancings* ; des accords et des compromis y sont conclus — qui sont généralement mieux observés que dans le domaine diplomatique.

Oui, on trouve à Genève assez de matériel pour rédiger un nombre important de feuillets...

la sécurité des étrangers qui se trouvent fixés dans ce pays. Divers incidents récents ont permis de constater une fois de plus le danger.

Les bolchéviks ont du reste trouvé en Chine un terrain singulièrement propre à leurs manifestations. L'Empire du Milieu s'était nivelé par en bas, depuis 1911, et une série d'incidents grotesques ou scandaleux s'attachait aux noms de presque tous les personnages ayant, depuis la Révolution, joué un rôle dans les destinées de la Chine.

Le manque d'autorité et de prestige du pouvoir central avait permis l'efflorescence d'une situation indescriptible dans les provinces, où les gouverneurs militaires, régnant en satrapes dans leurs domaines, recueillaient tout le produit des impôts et des taxes, sans en laisser parvenir un centime à Pékin. Des guerres civiles bouleversaient tout le pays. Une pléthore de *minus habentes* sans scrupules, aux appétits féroces, surgit de la classe obscure des petits lettrés, des étudiants de quarantième année, et voulut mener le peuple : chefs fragiles et sans ressources morales, meneurs éphémères, nés le matin, disparus le soir, mais capables de faire beaucoup de mal. Ces hommes constituèrent en somme le seul noyau vraiment révolutionnaire de la Chine.

D'autre part, à côté de la masse populaire proprement dite, dont beaucoup dans la région de Pékin même, ne savaient pas, quatorze ans après la Révolution, que la Chine était en république, il existe un groupe relativement petit : coolies, mineurs, débardeurs, boys, rouliers, etc., groupes augmentant tous les jours avec les besoins de l'industrie, et qui paraît exister spécialement pour permettre aux semeurs de troubles, aux précheurs de la révolte d'y recruter des troupes pour « le grand soir ».

C'est dans une Chine pareillement disloquée et contaminée que sont venus les agents des Soviets, justifiant un passage frappant d'un ouvrage (paru en 1920), du docteur A.-F. Legendre, *Tour d'horizon mondial*.

À la fin de 1919, le « Président de l'Association des Étudiants de la Chine entière » adressait aux commissaires du peuple à Moscou une lettre débordant d'enthousiasme pour Lénine et toute l'œuvre des Soviets. Une lettre en termes identiques suivait peu après, envoyée par le président du groupe Kuo-min-tang (c'est sous ce nom que se déguisent les tenants de la révolution en Chine). Les avances venaient de la Chine ; nul doute toutefois qu'elles n'aient été dictées à leurs auteurs par un agent bolchéviste.

Moscou ne tarda pas à y répondre, en poussant la république dite d'Extrême-Orient « qui, en ce temps-là, existait à l'Est du lac Baïkal à envoyer à Pékin, à titre officieux, un individu à tout faire du nom de Yourine. Convaincu de se livrer à la propagande communiste, il dut repartir dare-dare : il n'en avait pas moins noué en Chine de précieuses relations.

Après Yourine vint d'abord et pour peu de temps, Pogodine, puis Joffe, communiste notoire, d'un tempérament exorbitant, qui, nommé en 1918 ambassadeur des Soviets en Allemagne, avait dû quitter Berlin. Il avait attaché à sa personne, en qualité d'attaché commercial, un certain Borodine qui, aujourd'hui encore, joue un rôle important à Canton.

Joffe multiplia les prévenances à l'égard des *scholars* chinois, poussa des pointes adroites du côté de la presse, casa dans les écoles des professeurs à sa dévotion et développa une propagande intense parmi les étudiants.

Des grèves ne tardèrent pas à se produire : d'ouvriers d'abord, d'étudiants ensuite. Mais comme diplomate Joffe ne réussit pas trop bien : ce commissaire-voyageur exubérant n'avait rien de ce qu'il fallait pour discuter avec les Chinois, aussi prit-il bientôt le chemin du Japon pour ne plus revenir.

Karakhan, Arménien d'origine, le remplaça. Il fut accueilli avec enthousiasme. Dès ses débuts il visa à un seul but, la reconnaissance de la Russie soviétique par la Chine, et ne négligea rien pour arriver. Dans des discours publics cet envoyé *suà generis* ne ménageait pas « les Puissances impérialistes ». Borodine embouchait la même trompette, en haussant le ton. Une campagne d'une violence inouïe commença contre les étrangers. Par la plume, dans les conférences et des discours, dans des journaux et des revues à leur dévotion, tous les agents de la mission bolchéviste crachaient leur haine et leur rancune. Le gouvernement central ne pouvait rien contre ce débordement. Jamais l'incapacité de ce gouvernement à faire respecter son autorité n'avait été aussi manifeste.

Les Chinois des cultures les plus diverses se prenaient à admirer cette poignée de blancs qui, faisant de la cause chinoise leur cause, s'attaquaient avec une telle violence aux autres blancs.

Le silence qu'opposait aux assertions de ces lutteurs le personnel des légations fut interprété comme de la pusillanimité pure, non du mépris.

L'appétit vient en mangeant : Karakhan prit goût à l'éloquence facile et vint fulminer contre l'impérialisme et le capitalisme étrangers jusque dans l'enceinte américaine du Tsing-Kua College, créé avec la part américaine de l'indemnité des Boxeurs. A leur tour certains groupes « célestes », parmi les plus affranchis, commirent des excentricités invraisemblables ; singeaient les Russés dans leurs campagnes anti-étrangères, ils dépassèrent de beaucoup leurs maîtres. Ces compagnies de volontaires rouges, nous les retrouvons partout où nous tournons les yeux : au Siam, dans l'Insulinde, en Hawaï,

CHINE

L'impérialisme soviétique

D'après un article de M. JEAN BOUCHAT, ancien maître de conférences à l'Université nationale de Pékin, L'impérialisme soviétique en Chine : son histoire, son état présent, ses tendances, dans *Le Correspondant*.

En 1919, le bolchévisme russe n'était pas sorti en Chine du domaine de la légende ; en 1925, triomphant, il tient la Chine sous sa botte et menace

en Cochinchine, au Cambodge, au Tonkin, en Birmanie, en Annam et aux Indes. L'action des Soviets en Chine dépasse de beaucoup l'Empire du Milieu. L'œuvre de Karakhan a empoisonné l'âme faible d'une masse énorme d'individus dont elle flatte les tendances xénophobes.

A force d'insister, de revenir cent fois à la charge dans des notes ébouriffantes, successives, insupportables au Wai-Chiao-Pou (Ministère des Affaires étrangères chinois), aidé par une bombe mystérieuse qui explosait au bon moment et impressionnait comme il convenait Wellington Koo, le nouveau ministre, Karakhan finissait par arracher au gouvernement de Pékin l'accord du 3 mai 1924. Cet accord, la Russie dut le payer, il est vrai de concessions diverses : dénonciation des traités entre la Russie des tsars et la Chine, abolition des privilèges extra-territoriaux, remise de la part russe de l'indemnité des Boxeurs aux établissements d'instruction, etc., mais, en revanche, la Chine reconnaissait les Soviets et Karakhan obtenait, non sans difficultés il est vrai, la remise de l'ancienne légation et des immeubles des consulats tsaristes.

Nommé peu après ambassadeur par son gouvernement (il n'y avait pas d'autres ambassadeurs en Chine), Karakhan devenait de ce fait doyen du corps diplomatique, lequel, par une manœuvre incompréhensible, lui offrit le décanat au moment où les attaques xénophobes, qui se multipliaient alors par la Chine et dont l'origine était moins que jamais douteuse, montraient aux plénipotentiaires étrangers quels étaient leurs droits et leurs devoirs les plus stricts. Le milieu diplomatique ne tarda pas du reste à se diviser en deux parties très nettes : les partisans de Karakhan et ceux qui tenaient à partir des séances où se discutaient et se résolvaient les questions d'intérêts non communistes.

Dès maintenant, Karakhan est beaucoup plus maître de la Chine que ne le sont Touan-Hsi-joui (le président) et son ministère dit « provisoire ». Par les ouvriers, il tient les grands centres; par les étudiants, il atteint les points, matériellement et moralement, les plus éloignés de l'Empire; par la haine de l'étranger, il unit tous les Chinois autour d'une bannière, qu'il fera sienne le jour où il se démasquera; par la prédication qu'il consacre à la soi-disant misère du peuple opprimé, il tient les fils de toute une conspiration qui peut prendre à son gré les proportions les plus gigantesques, même abatte tous ceux qui pourraient actuellement se dresser devant lui si, nouveau Gengis Khan, il faisait mine de saisir le pouvoir.

Quoiqu'il en soit, pour les classes populaires chinoises, Moscou signifie puissance, commerce prospère, vie assurée, soulèvement, affranchissement; Pékin, c'est la décrépitude, la ruine, la famine, la révolution lancinante, l'esclavage.

La Chine qui, jusqu'à présent, se contentait de végéter dans son dénuement est entrée en ébullition; une fermentation l'agite dans ses œuvres vives : c'est un mouvement bien plus profond que celui de 1900; il semble qu'un ordre vienne d'en haut auquel obéissent indistinctement toutes ces foules. Scènes d'hystérie « céleste » déterminées sous-main par des agents du bolchévisme.

Et pourtant, — et c'est là un fait dont Karakhan n'a pas su apprécier exactement la valeur — le bolchévisme n'est pas conforme à la mentalité chinoise. Il heurte de la façon la plus vive le culte des ancêtres, les coutumes ataviques, le culte de la famille, le respect de la femme — et aussi, l'amour du gain et la cupidité. Si le Chinois est un athée, c'est un athée tout farci de superstitions, de croyances infinitésimales, mais impératives, de bigoterie et de rites. Sur ce point encore, Moscovites et Célestes ne pourront s'entendre. A supposer Pékin, Tientsin, Hankéou, Shanghai et quelques autres villes peuplées d'éléments chinois bolchévistes seulement, cela fera 5,700,000 âmes (à s'en tenir aux chiffres statistiques de 1905) contre 400 millions de Chinois : simple goutte d'eau. S'imaginer qu'on pourra bolchéviser cette réserve d'hommes est une utopie; à preuve, l'échec pitoyable de la campagne xénophobe dans l'arrière-pays chinois.

On ne peut pas croire à la bolchévisation de la Chine. Quant à s'imaginer que l'ambassadeur des Soviets ait construit des plans audacieux sur la situation présente de la république chinoise, on ne saurait en douter. Si Albion laisse les incidents actuels de Chine sans sanction, une ère nouvelle s'ouvrira devant le bolchévisme russe; peut-être sera-ce pour Karakhan le moment de se substituer par la grâce d'un plébiscite aux gouvernants incapables qui cherchent à régner sans y parvenir.

CATHOLIQUES BELGES

propagez

La revue catholique des idées et des faits

POLOGNE

Le soldat inconnu

On écrit de Varsovie à la *Germania* :

La Marszalkowska et le « Faubourg de Cracovie », les deux principales artères de la capitale polonaise, sont une forêt de drapeaux blancs et rouges. Des processions sans nombre, défilent à travers les rues : aujourd'hui Varsovie et la République polonaise accompagnent à sa dernière demeure le Soldat inconnu de Pologne.

Le tombeau est sur l'emplacement de l'ancien palais d'Auguste le Fort. Ce souverain entouré d'une cour pompeuse tâchait d'imiter de son mieux celle du Roi-Soleil.

La Pologne actuelle n'a gardé que très peu de tout le brillant de cette époque-là. L'édifice qui s'élève aujourd'hui sur cette même place Saxonne a été bâti par Nicolas I^{er} de Russie. Devant lui, on voit une statue équestre de Joseph Poniatowski, celui-là même qui se noyait dans l'Elster à la bataille de Leipzig. Neveu de leur dernier roi, il emportait avec lui tous les espoirs des Polonais. Cette statue — œuvre de Thorwaltsen — avait été emportée par le feldmaréchal russe Pachkévitch après l'écrasement de l'insurrection polonaise de 1831. Elle n'a été rendue à la Pologne qu'en vertu du traité de Riga. Emblème ou réalité? On ne sait; sur le sol polonais on voit s'animer les emblèmes eux-mêmes. Si Poniatowski incarne l'Etat polonais ressuscité, les ruines de la cathédrale orthodoxe au centre de la même place symbolisent la chute de la domination russe.

Aujourd'hui, l'histoire de Pologne, si riche en péripéties, élève sur la même place un monument nouveau : la tombe du Soldat inconnu.

Ce soldat était tombé devant Lwow, en se battant contre les bolchéviques russes. On n'a pas manqué au ministère des Affaires étrangères d'en faire part aux journalistes allemands, en soulignant le fait. La Pologne veut faire ressortir par là que le soldat inconnu est un symbole de sa mission européenne.

Le son des cloches annonce que le service funèbre a pris fin à la cathédrale. Le vent d'Est qui rappelle le voisinage des steppes russes est glacial : il rend, toutefois, le service de chasser les brouillards de novembre et voilà le ciel bleu qui reparait. Les tribunes érigées sur la place saxonne se remplissent : les diplomates arrivent petits à petit; les dames françaises ont l'air gelé. Les Anglais affectent un air indifférent comme toujours. Voilà la figure gigantesque de l'attaché militaire dans son uniforme des *Royal Guards*.

Aux diplomates font face les chefs des confessions religieuses; le lendemain le *Messenger* constatait avec une satisfaction particulière la présence des rabbins. Les cardinaux Dalbon et Kakowski ont leurs sièges tout près de celui du Président.

Quatre soldats revêtus de l'uniforme napoléonien montent la garde aux quatre coins du monument Poniatowski. On voit paraître les drapeaux des combattants pour la liberté de 1863 : aigle d'argent sur damas rouge. Puis, défile le clergé en longue procession; enfin, voici le cercueil sur un affût de canon, disparaissant sous les fleurs et recouvert d'un drapeau. Emblèmes du pays en deuil. On voit marcher derrière deux mères, deux veuves, deux orphelins et des mutilés sur béquilles. Ils sont suivis par le Président Wojciechowski, par les maréchaux de la Diète et du Sénat, par les ministres et les membres du Parlement.

Les prières sont achevées devant la tombe entr'ouverte. Un coup de canon est tiré du « jardin saxon », deux minutes de silence émuant lui succèdent. On n'entend dans l'air froid que le bourdonnement de l'escadrille d'avions qui survole la place. Les deux minutes sont éconômées, vingt et un coups de canon leur succèdent. Les sons de l'hymne national se font ensuite entendre. La vie rentre dans ses droits.

Ces éléments si précieux de la pensée nationale polonaise ne pourraient-ils pas constituer un « pont » vers le vrai idéal allemand? Au-dessus des abîmes des errements nationalistes réciproques, la mission chrétienne et occidentale commune presque aux deux peuples, allemands et polonais, ne pourrait-elle pas aboutir à la collaboration — comme au Moyen-âge, comme à l'époque des guerres contre les Turcs?

L'hostilité de quelques citoyens aurait-elle donc oblitéré tous ces souvenirs?

Les abîmes sont-ils infranchissables?

Le correspondant ne peut, ni ne veut le croire, parce que catholique. La France et l'Allemagne se sont « retrouvées ». Quand se retrouveront-elles, l'Allemagne et la Pologne, qui ignoraient jusqu'ici la phraseologie de l'hostilité héréditaire.

La nuit est venue, les astres brillent dans le ciel, une longue théorie d'hommes se tient, tête nue, devant le tombeau. Le bruit d'une explosion se fait entendre soudain : ce sont les ruines de la cathédrale russe qu'on tâche de faire sauter à la dynamite.

CHRONIQUE NOTARIALE

Etude de M^e Maurice HONNORÉ,
105, rue Royale Sainte-Marie, Schaerbeek.
Téléphone 541,37

A VENDRE de gré à gré
Belle Maison

pouvant convenir à tous usages (Commerce) sise
55, rue Veydt, avec entrée cochère, confort moder-

ne, jardin, passage couvert, vers bâtiment de der-
rière à étage muni du chauffage. Grandes caves, 48
cases à vin. Contenance 2 ares 80 cent. Façade :
8 m. 10. Libre trois mois après vente. Visible :
Lundi, Mercredi et Vendredi de 10 à 11 h. 30 avec
permis à prendre en l'étude du notaire Honoré.

Etude de M^e LAURENT, notaire à Beauraing.

A vendre à Waulsort,
MAGNIFIQUE VILLA
à front de Meuse
UNE FERME-PLAISANCE
avec grand terrain
Renseignements en l'étude.



**COMPTOIR
D'OPTIQUE**

Maison BLAISE

FONDÉE EN 1885

46, RUE DE LA PAIX IXELLES-BRUXELLES

Lunetterie française et américaine. Exécution rapide
et soignée des ordonnances de MM. les oculistes.

Même Maison en face au 49

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

Décoration 

G. Veraart

25, Place Van Meyel, ETTERBEEK (Bruxelles)

PEINTURE — DÉCOR
AMEUBLEMENT

ENTREPRISE GÉNÉRALE
DE DÉCORATION INTÉRIEURE

LIBRAIRIE SAINT-LUC

MAISON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLLOT SUCC.

26, rue de la Montagne BRUXELLES

Missale romanum. — Breviarum romanum.
— Livres liturgiques. — Ascetisme. —
Grand choix de livres de prières et de
chapelets. — Imagerie religieuse. —
Cachets de 1^{re} communion.

Typographie — Lithographie. — Reliures.

ORFÈVRE

Christofle

ORFÈVRE ARGENTÉE ET
DORÉE — ORFÈVRE D'AR-
GENT — SERVICES DE TABLE
— SERVICES A THÉ —
— SURTOUT CANDÉLABRES —
CADEAUX ET CORBEILLES
DE MARIAGE
— COUPES DE SPORTS —

SUCCURSALE DE BRUXELLES

58, rue des Colonies
— Téléphone 177.87 —

POUR LE NETTOYAGE
DE VOS APPARTEMENTS! *Employez*

**L'électro
Aspirateur MARELLI**

à roulements à billes
Prix : 695 francs

DEMANDEZ-NOUS
BROCHURE ET
DÉMONSTRATION
GRATUITE

BEIRLAEN & DELEU
14, rue Saint-Christophe
BRUXELLES

GASTON PHILIPS & C^{ie}

OPÉRATIONS COURANTES

Exécution des ordres de Bourse au comptant et à terme à Bruxelles, au courtage officiel, et aux courses étrangères aux meilleures conditions.

PAYEMENT DES COUPONS

PRÊTS SUR TITRES

Souscriptions sans frais à toutes les émissions. — Renseignements sur toutes valeurs cotées et non cotées. — *Vérification des titres.* — *Toutes opérations de banque et de change.* — *Correspondants sur toutes les principales places étrangères.*

BANQUE ET CHANGE

RUE MONTOYER, 4, BRUXELLES

Téléphones : Direction 352.02 Bureaux 3 3 88 — 319.92
Adresse télégraph : PHILTON BRUXELLES
Compte chèques postaux n° 7983

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Société anonyme fondée par arrêté royal du 28 août 1822

3, Montagne du Parc BRUXELLES

FONDS SOCIAL :

100,000 Titres de Capital . . fr. 100,000,000

100,000 Parts de Réserve . . fr. 250,628,393

Total . . fr. 350,628,933

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la Société Générale de Belgique est assuré en province par ses banques patronnées et leurs agences dans plus de 300 villes et localités importantes du pays.

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines

BRUXELLES

STAVELOT

Institut SAINT-REMACLE

COLLÈGE ÉPISCOPAL

Humanités anciennes et modernes. Section préparatoire Internat. Cours d'agriculture subsidié par l'État. Cours de dactylographie. Vastes et magnifiques bâtiments. Chauffage central. Éclairage électrique. Situation la plus salubre de l'Ardenne. Nombre limité de pensionnaires.

— S'ADRESSER AU DIRECTEUR —

SALLE MOMMEN

37, rue de la Charité, BRUXELLES

EXPOSITION PERMANENTE D'ŒUVRES D'ART

MAGASIN de vente de tous les articles pour les Beaux-Arts.

FABRICATION de toiles, couleurs et matériel pour Artistes-Peintres,

SPÉCIALITÉ : Emballage, transport et restauration d'œuvres d'art. — Gardiennat.

ENGHIEN

COLLÈGE SAINT AUGUSTIN

HUMANITÉS GRÉCO-LATINES

- HUMANITÉS MODERNES -

SECTION PRÉPARATOIRE

Prix de la pension : 2,100 francs

GRAND AIR — PLAINE DE SPORT

Institut SAINT-BONIFACE

82, rue du Viaduc, 82, à Ixelles

Externat

Internat

Demi-Pension

Caisse Générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies. 11

Capital : 20,000,000

Réserves : 25,000,000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Comptes de Chèques et de Quinzaine

-- Dépôts de Titres et de Valeurs --

Lettres de Crédit -- Prêts sur Titres

- - - - Coffres-Forts - - - -

BUREAUX DE QUARTIER :

Place Bara, 14, Cureghem. Rue des Tongres, 60 - 62,
Parvis St-Gilles, St-Gilles. Etterbeek.
Place Saintelette, 26, Mo- Place Liedts, 18, Schaerbeek
lenbeek. Rue du Bailli, 79, Ixelles.

MAISON DU LYNX

34, Rue de la Bourse, BRUXELLES

◆
Lunetterie
Optique
Jumelles
Baromètres
◆



◆
Faces à main
—
Articles de luxe
et
ordinaires
◆

Exécution soignée
des ordonnances de MM. les Médecins-Oculistes



Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social :
Longue rue Neuve, 107-111
ANVERS

Succursale :
Rue Théophile Roucourt, 2
BEROHEM-lez-Anvers

Comptes chèques. — Ouvertures de crédit. —
Comptes à terme. — Comptes de quinzaine. —
Caisse d'épargne. — Location de coffres-forts. etc.

QUI S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

François Vanderlinden

Rue des Cultes, 17, BRUXELLES

P. B. P. PETIT-BEURRE P. B. P. **LA REINE** P. B. P.



Imprimerie A. Lesigne

TÉLÉPHONE
304,33

BRUXELLES

A la Grande Fabrique

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910.

E. Esders

26, Rue de la Vierge Noire, 26

BRUXELLES

VÊTEMENTS POUR HOMMES, DAMES
ET ENFANTS

Livrées et uniformes. — Vêtements de sports
et voyages. — Lingerie. — Bonnetterie. —
Chapellerie. — Ganterie. — Chaussures. —
Canes. — Parapluies. — Fourrures. — Modes.

CHOCOLAT**DU C'ANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGE

La marque qui se trouve sur tous nos
Gramophones et Disques
C'est le symbole de la suprématie
Demandez nos catalogues et l'adresse
du revendeur le plus proche.

C^{ie} française du Gramophone

BRUXELLES
171, boulevard Maurice Lemonnier
65, rue de l'Ecuyer
42, place de Meir. Anvers.

Maison fondée
en 1878 VAN CAMPENHOUT Frères et Sœurs**François VAN NES** Successeur

13, Rue de la Colline, 13 -- BRUXELLES -- Téléph. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE RÉGISTRES — COPIE-LETTRES

CHAPELTS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES.

Usine électrique : 36, Rue Vanderstraeten, 36, Molenbeek-Bruxelles

Soleil ou pluie
"NUGGET"
lait**"NUGGET" POLISH**

ENCAUSTIQUE

POLIFLOR

LA MAISON DU TAPIS

BENEZRA

41-43, Rue de l'Ecuyer, 41-43 - BRUXELLES

TAPIS D'ORIENT, ANCIENS et MODERNES.
— MOQUETTES UNIES tous les tons. —
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS
— (divers dessins et toutes largeurs), —

CARPETTES DES FLANDRES ET AUTRES
— — (imitation parfaite de l'Orient). — —
TAPIS D'AVIGNON UNIS ET A DESSINS.

Les prix défient à qualité égale toute concurrence.

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS